



LE DEVOIR



À Paris, les manifestants se sont réunis place de la République, certains prenant d'assaut le monument représentant Marianne.

LOÏC VENANCE AGENCE FRANCE-PRESSE

CHARLIE HEBDO

Solidaires face à la terreur

Des millions de Français envahissent les rues de Paris et d'autres villes

CHRISTIAN RIOUX

Correspondant à Paris

J amais les potaches de *Charlie Hebdo*, dont le journal survivait de peine et de misère, n'auraient imaginé faire descendre dans les rues plus de trois millions de personnes avec, en prime, une cinquantaine de chefs d'Etat et de gouvernement. Quatre jours à peine après la tuerie de *Charlie Hebdo* et deux jours après la prise d'otages dans une épicerie juive, une marée humaine sans précédent a submergé la France d'est en ouest et du nord au sud. Aucune ville ni aucun village ne semblent avoir échappé à cette mobilisation historique digne de la Libération. Selon le ministère de l'Intérieur, il s'agissait d'un rassemblement « sans précédent ». Peut-être la plus grande manifestation jamais recensée en France. Ni après le 11-Septembre ni après les attentats de Madrid, on n'avait assisté à une telle mobilisation.

À Paris seulement, plus d'un million de personnes ont défilé tout l'après-midi de République

VOIR PAGE A 8 : ATTENTAT

Sur les traces posthumes des djihadistes

Washington doute du lien entre les terroristes, al-Qaïda et le groupe État islamique

PHILIPPE ORFALI

P endant que la France et le monde proclament « être Charlie », les autorités chargées de faire la lumière sur les tragédies de la semaine dernière en apprennent un peu plus chaque jour. Dimanche, Washington a émis de sérieux doutes sur la thèse voulant que les tireurs de *Charlie Hebdo* et de l'épicerie cachère aient été appuyés par al-Qaïda ou le groupe État islamique (EI).

Il n'y a « pas d'information crédible » attestant qu'al-Qaïda ou que l'EI soient derrière les attentats ayant fait 17 morts, a affirmé le procureur général des États-Unis, Eric Holder, dimanche en direct de Paris. « Nous devons voir exactement qui est responsable [pour] déterminer quel type de réponse sera approprié », a-t-il ajouté. Affaibli, al-Qaïda n'a plus les moyens d'accomplir des attentats de l'ampleur de ceux du 11-Septembre, mais ses fi-

liales comme l'Aqpa au Yémen sont passées à « de plus petites attaques », « qui impliquent une ou deux personnes, un petit nombre d'armes [et] qui peuvent avoir un impact catastrophique, comme on l'a vu en France », a-t-il précisé. L'un des frères Kouachi ayant perpétré l'attentat à *Charlie*, Chérif, s'était revendiqué d'Aqpa, tandis que l'auteur de la prise

VOIR PAGE A 8 : ENQUÊTE

Actualités · Le Québec joint son silence aux hommages. Page A 3

Actualités · La peine. Une chronique de Jean-François Nadeau. Page A 3

Culture · Confession aux cons. Une chronique de Stéphane Baillargeon. Page B 8

AUJOURD'HUI



Société · Consommation.

La « détox » : un mythe ou un remède aux maux de l'organisme? Page A 5

Actualités · L'UQTR dans la mire de l'UPAC. Page A 4

Actualités · Épreuve unique de français en 5^e secondaire. L'écart se creuse entre les écoles publiques et privées. Page A 4

Le Monde · Terrorisme. Course à la fermeture de la prison de Guantánamo. Page B 3



Avis légaux.....	B 2
Décès.....	B 6
Météo.....	B 5
Mots croisés.....	B 5
Petites annonces.....	B 6
Sudoku.....	B 2

Anne Frank ou le culte de la joie

Éric-Emmanuel Schmitt relit le journal de l'écolière à travers les yeux de son père, Otto Frank

Par son immense gloire posthume, elle aura en quelque sorte triomphé des nazis qui l'ont tuée. Icône du XX^e siècle, Anne Frank, auteure du journal qui porte son nom, est morte du typhus au camp de concentration de Bergen-Belsen, il y a 70 ans cette année. À cette occasion, le Théâtre du Nouveau Monde plonge dans les pages du célèbre journal pour nous faire revivre le drame vécu par son père, Otto Frank, à partir du moment où il revient seul du camp d'Auschwitz.

CAROLINE MONTPETIT

C'est en effet l'angle qu'a pris l'auteur français Éric-Emmanuel Schmitt pour camper sur scène la déchirante histoire de cette jeune fille de 13 ans, dont la famille s'est cachée des nazis durant deux ans dans l'annexe d'une maison d'Amsterdam, avant d'être dénoncée, puis envoyée dans les camps de concentration allemands, où elle mourra, sauf le père.

« Je me balade entre deux temps, après la guerre et avant la guerre », dit Schmitt en entrevue.

En 1945, à son retour du camp d'Auschwitz, où sa femme a péri, Otto Frank se rend tous les jours à la gare avec une pancarte portant les noms de ses filles Anne et Margot, avec l'espoir de les retrouver.

Mais il doit se rendre à l'évidence: il est le seul survivant de tous ceux qui ont peuplé l'Annexe. C'est alors qu'il découvre le journal que sa fille Anne écrivait durant leur réclusion. Son ancienne secrétaire, Miep Gies, qui avait également caché les Frank durant la guerre, l'avait ramassé le jour de l'arrestation et le lui a remis. Dans ce journal, qu'il avait toujours pro-



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

C'est la jeune Mylène St-Sauveur qui personnifiera Anne Frank.

mis de ne pas lire, il découvre une Anne autre que celle qu'il croyait connaître, poursuit Éric-Emmanuel Schmitt. Il est surpris par une profondeur qu'il n'imaginait pas chez sa fille. « Il y a des choses qui le gênent, l'éveil de la sexualité par exemple. » Au cours de sa réclusion, Anne a une

VOIR PAGE A 8 : FRANK

POINT CHAUD

SÉISME À HAÏTI

Un rendez-vous manqué avec l'histoire

LISA-MARIE GERVAIS

Les Haïtiens l'appellent « goudou goudou » ou la « chose ». Mais ils ne le nomment pas par son nom. Par peur qu'il revienne. Cinq ans après le tragique événement, le poète québécois-haïtien Rodney Saint-Éloi, lui, n'hésite pas à dire le mot « séisme ». Ou « catastrophe », ou « tremblement de terre ». Ni même à le crier. Il parle aussi des « nègres », en parlant de son peuple, parce que même si ce mot est une injure pour ceux qu'il désigne, il faut l'utiliser pour conjurer, en quelque sorte, cet imaginaire de dénigrement, soutient le fondateur des éditions Mémoire d'encrier. « Il faut l'utiliser pour qu'on prenne conscience qu'on est tous issus de Dessalines », dit-il en parlant du leader de la Révolution.

Rodney Saint-Éloi était là le jour fatidique du 12 janvier 2010. Fraîchement débarqué de l'avion, en compagnie de son ami Dany Laferrière. Comme s'il avait un rendez-vous avec le destin. « Ce n'est pas un hasard si je me suis trouvé là. C'était comme un rappel. J'étais là pour renouveler

VOIR PAGE A 8 : HAÏTI

Lire aussi · Se rebâtir. Un éditorial de Josée Boileau. Page A 6

Lire aussi · Haïti. De violentes manifestations à la veille des commémorations. Page B 1

Opposer le courage aux djihadistes

Michel, Lassana et Ahmed sont intervenus à leur façon

Le gérant d'une imprimerie qui va au-devant des djihadistes pour protéger son employé, un musulman qui cache des juifs dans un supermarché caché, un policier abattu en arrivant sur les lieux du carnage à *Charlie Hebdo*: des héros ordinaires ont résisté lors des attentats.

AMBRE TOSUNOGLU
ÈVE SZEFTTEL
THIBAUD MALTERRE
à Paris

J eudi vers 9 h 30 (heure locale), Chérif et Saïd Kouachi, les deux hommes les plus recherchés de France, arrivent en trombe devant l'imprimerie de Dammartin-en-Goële, au nord de Paris.

À l'étage, le gérant, Michel Catalano, 47 ans, les aperçoit. «Je ne savais pas que c'était eux, mais j'ai vu la kalachnikov et un lance-roquettes», explique-t-il, encore très ému, à l'AFP.

Il va aussitôt voir son gra-

« J'ai entendu des coups de feu. Puis j'ai vu mon collègue et des clients descendre en courant. Je leur ai dit: venez, venez! Je les ai fait rentrer dans les congélateurs. »

Lassana Bathily, employé du supermarché caché visé vendredi

phiste, Lilian Lepère, 26 ans, «pour lui dire de se cacher». Le jeune homme se dissimule sous un évier dans la salle de restauration.

«Ils arrivaient par les escaliers lorsque je suis allé à leur rencontre. J'ai essayé de parler avec eux pour les ralentir, pour que Lilian ait le temps de se cacher», se souvient Michel, qui peine à trouver ses mots. «Je suis allé jusqu'à leur proposer un café. J'ai vu que l'un d'entre eux était blessé au cou et j'ai proposé de le soigner», raconte Michel, qui n'a alors qu'une obsession en tête: «Je pensais à Lilian, qu'ils ne puissent pas le trouver.»

Les frères Kouachi, qui ne cherchaient pas à s'emparer

d'otages, finissent par laisser partir Michel Catalano. Lilian Lepère, lui, n'est jamais découvert par les djihadistes: avec des SMS, il a donné des éléments précieux aux forces d'élite de la gendarmerie, qui ont tué les agresseurs lors de l'assaut, vers 17 h.

«Je ne suis pas un héros», assure Michel Catalano, qui se dit désormais en proie au «harcèlement de la presse», mais dont l'acte de bravoure a été unanimement salué.

Dans le congélateur

Un exemple qui n'a pas été unique, au cours des trois jours d'attentats qui ont bouleversé la France et vu la mort de dix-sept

personnes et trois djihadistes.

Dans le supermarché caché à Paris, c'est un employé d'origine malienne, musulman pratiquant, Lassana Bathily, qui a aidé vendredi des clients paniqués à se dissimuler dans la chambre froide.

Peu avant 13 h, Amedy Coulibaly, un délinquant devenu un islamiste radical en prison, agissant en coordination avec les frères Kouachi, fait irruption et tire sur les employés et clients à la kalachnikov. Un groupe de personnes, avec un nourrisson, emprunte un escalier au fond du magasin pour parvenir devant la chambre froide. Là, Lassana Bathily, 24 ans, leur ouvre la porte, selon son témoignage

à plusieurs télévisions. «J'ai entendu des coups de feu. Puis j'ai vu mon collègue et des clients descendre en courant. Je leur ai dit: venez, venez! Je les ai fait rentrer dans les congélateurs», a-t-il raconté.

Lassana Bathily prend soin d'éteindre le système de réfrigération, puis propose de s'enfuir par un monte-charge. Mais personne n'ose prendre le risque: il s'échappe seul, tandis que ses compagnons sont peu après découverts.

«J'ai donné tous les plans» du magasin, pour aider les policiers à préparer l'assaut, a-t-il précisé. «On est des frères. Ce n'est pas une question de juifs, de chrétiens ou de musulmans. On est tous dans le même bateau, il faut qu'on s'aide pour sortir de cette crise», a expliqué avec humilité le jeune homme. Le président français François Hollande l'a appelé dimanche matin pour le féliciter.

« Je suis Ahmed »

La série d'attentats avait débuté mercredi, lorsque Saïd et Chérif Kouachi, vêtus de noir, cagoulés et porteurs d'armes automatiques, avaient ouvert le feu au siège du journal satirique *Charlie Hebdo* à Paris en pleine conférence de rédaction, criant «Allah Akbar» (Dieu est

le plus grand, en arabe).

Parmi les premiers policiers arrivés sur les lieux, Ahmed Merabet est blessé puis froidement abattu à bout portant.

Son frère Malek Merabet reste hanté par la voix d'Ahmed, blessé, à terre, qui implore les terroristes de l'épargner dans une vidéo authentifiée et largement diffusée: «Je l'entends tous les jours.»

D'après sa famille, originaire d'Algérie, Ahmed Merabet était un «bosseur», animé par un objectif: «gravir les échelons de la société». Après avoir travaillé «au Mac Donald's, à la SNCF [société ferroviaire nationale] et à [l'aéroport de] Roissy», il avait entamé sur le tard une carrière de policier, qui s'est achevée lorsqu'il est «tombé pour la République», selon le président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone.

Pour lui rendre hommage, internautes et manifestants ont lancé le slogan «Je suis Ahmed», une manière aussi de rappeler que des victimes étaient originaires du Maghreb, alors que beaucoup redoutent que les attentats, commis au nom de l'islam, ne se traduisent par un amalgame entre musulmans et terroristes.

Agence France-Presse

Les dessins, armes d'indignation massive

C'est par la plume qu'ont répondu plusieurs manifestants à Paris

FRANCK IOVENE
à Paris

«C'est l'encre qui doit couler, pas le sang»: dessins, slogans ou croquis ont été brandis pendant la marche républicaine dimanche à Paris, caricaturistes d'un jour ou confirmés rivalisant d'imagination pour dire leur colère, leur incompréhension, leur peur aussi parfois.

Quatre crayons tout simples, griffonnés dans la nuit, qui encadrent quelques mots «Amour, réaction, liberté, ironie, espoir, merci...»

«Tout est écrit, rien à ajouter», dit à l'AFP l'auteur du croquis, Jean-Robert Epstein, un Parisien de 64 ans qui s'est abonné à *Charlie Hebdo* pour soutenir l'hebdomadaire satirique après l'attentat meurtrier de mercredi, où 12 personnes sont mortes dont 5 des dessinateurs du journal.

«Si tu dessines, je te croque!», menace, sur une pancarte, un homme effrayant aux dents acérées et ensanglantées. Sur le même dessin, Marianne, symbole de la République française, sourit, une fleur dans une main, un crayon dans l'autre. «Si tu déconnes, je te croque», rétorque-t-elle.

Plus combatif, ce poing fermé dont le majeur est un crayon levé, façon doigt d'honneur, que l'on retrouve tout au long du cortège.

Certains marcheurs ont choisi de reprendre l'humour corrosif cher aux caricaturistes de *Charlie Hebdo*, d'autres ont exprimé leur tristesse simplement par des mots, «plus jamais», «espoir», ou des slogans, «Dieu, prix Nobel de la guerre».

Plus nostalgique, cette vieille couverture jaunée de

Charlie, signée Cabu, représentant le célèbre tableau d'Eugène Delacroix *La liberté guidant le peuple* et où il est écrit: «On s'est battus pour votre liberté.»

«Cette couverture est accrochée chez moi depuis vingt ans, *Charlie* avait déjà des difficultés pour survivre et se battait pour la liberté d'expression. Elle est plus que jamais d'actualité, rien n'a changé», raconte Rachel Demougeot, 44 ans, venue de Besançon pour participer à la marche.

Nouveaux classiques?

Autres symboles, ces crayons entourés de bougies allumées, jonchant par centaines le sol de la place de la République, cœur du rassemblement parisien.

À la mort des dessinateurs de *Charlie Hebdo*, on a vu fleurir dans la presse et les sites Internet du monde entier des dessins, que l'on retrouve partout dans le cortège. Parmi eux, un avion volant vers deux crayons dressés vers le ciel, référence explicite aux attentats du 11 septembre 2001. Ou encore le croquis de ce dessinateur congolais qui représente un catcheur dont les deux bras se terminent par deux

crayons. C'est le dessin choisi pour défiler par Agathe Lambert-Caille, une étudiante de 20 ans.

D'autres ont préféré mettre en avant les dessins des caricaturistes de *Charlie Hebdo* eux-mêmes. Samuel Granjean, 37 ans, a choisi une couverture publiée en plein débat sur le mariage homosexuel en France en 2013, où un dessinateur embrasse un imam sur la bouche. «La haine a fait beaucoup de dégâts, ça suffit», explique-t-il.

Agence France-Presse



Certains marcheurs ont repris des dessins publiés après les attentats.



PHOTOS JOËL SAGET AGENCE FRANCE-PRESSE

Cette affiche, qui détourne une phrase de *La Marseillaise*, côtoyait plusieurs pancartes illustrées.

VILLE-MARIE
MON CENTRE



Appel de candidature - Comité consultatif d'urbanisme

L'AMÉNAGEMENT URBAIN AU CENTRE DE VOTRE QUALITÉ DE VIE

L'urbanisme de Montréal vous intéresse?
Résidents de l'arrondissement de Ville-Marie, intéressés et concernés par l'urbanisme, l'aménagement, l'architecture et le patrimoine montréalais : participez au développement urbain d'un centre-ville habité, dynamique et offrant une diversité intéressante de projets.

Déposez votre candidature pour devenir membre du comité consultatif d'urbanisme (CCU) de l'arrondissement de Ville-Marie.

Renseignements :
ville.montreal.qc.ca/villemarie (section « À surveiller » sur la page d'accueil).

Pour soumettre votre candidature, écrire à :
urbanisme_ville-marie@ville.montreal.qc.ca
avant le 30 janvier 2015.

Les résidents de l'arrondissement doivent transmettre leur nom, leurs coordonnées, un curriculum vitae accompagné d'une lettre détaillant leur intérêt à occuper cette fonction et leur expérience dans les champs d'expertise visés.

Ville-Marie
Montréal

Caricatures: incendie et alerte à la bombe

Un quotidien allemand de Hambourg, qui avait publié des caricatures de Mahomet provenant de *Charlie Hebdo*, a été la cible, sans victime, dimanche matin d'une attaque avec un engin incendiaire, la première du genre depuis l'attentat meurtrier contre l'hebdomadaire satirique français. Un engin incendiaire a visé le *Hamburger Morgenpost* dans la nuit de samedi à dimanche, mais la police de Hambourg se refusait dans un premier temps à faire un lien avec les événements de Paris. «Deux pièces ont subi des dégâts, mais le feu a été éteint rapidement», a déclaré la porte-parole de la police Karina Sadowsky. Deux hommes de 35 et 39 ans ont été interpellés dans le quartier. «Le motif n'est pas clair, il n'y a pas de revendication et pas d'autres indications», a précisé M^{me} Sadowsky. Elle s'est refusée à lier cet incident aux attentats de Paris. Dimanche après-midi, le siège du quotidien belge *Le Soir* à Bruxelles a été évacué après des menaces d'un individu se réclamant de l'extrême gauche et protestant contre le traitement de l'attentat. Un suspect a été interpellé en soirée pour cette alerte à la bombe.

Agence France-Presse

CHARLIE HEBDO



Des dizaines de milliers de personnes étaient réunies à Montréal pour une marche en l'honneur de la liberté d'expression.

Le Québec joint son silence aux hommages

VICKY FRAGASSO-MARQUIS

Des dizaines de milliers de manifestants ont marché en silence à Montréal, à Québec et dans d'autres grandes villes du pays, dimanche, en mémoire des victimes de l'attentat de mercredi contre le journal satirique *Charlie Hebdo*.

À Montréal, les participants, munis tantôt de drapeaux canadiens, québécois et français, tantôt de leurs crayons et de leurs affiches avec le slogan planétaire «Je suis Charlie», ont convergé dans le quartier des spectacles avant de se diriger vers le Consulat général de France.

Les dignitaires présents — dont le maire, Denis Coderre, le consul général de France, Bruno Clerc, ainsi que plusieurs ministres québécois — ont ouvert la marche, en se tenant tous par les bras. «Après le deuil, le sursaut», a lancé M. Clerc à la foule, rassemblée devant le consulat général. Il a remercié les Montréalais «du fond du cœur» pour leur solidarité.

Après avoir observé une minute de silence, les manifestants ont spontanément entonné *La Marseillaise*, l'hymne national de la France.

Attaque contre un pilier

Plusieurs Montréalais d'origine française sont venus dénoncer ce qu'ils considèrent comme une attaque à l'un des

«piliers» de leur démocratie, la liberté d'expression. «Un attentat contre les valeurs de notre pays, c'est un attentat contre chacun d'entre nous», a tranché Anne-Sophie Courtois, qui a participé à l'organisation de la marche, avec le collectif «Je suis Charlie Montréal». La liberté d'expression n'était pas une valeur «propre» aux Français; elle est universelle, a d'ailleurs relevé le Français d'origine malgache Thierry Brucker.

Laurent Beltritti, un agent de bord parisien, qui était à Montréal seulement 24 heures, a tenu à participer à l'événement, à défaut d'être à Paris. Il dit ne pas avoir peur de revenir chez lui, malgré les perturbations des derniers jours. «C'est ce qu'ils [les assaillants] veulent. Il faut vraiment être présent et continuer à vivre sa vie [...]. Il ne faut pas les laisser gagner», a-t-il souligné.

Plusieurs marches

Denis Coderre s'est dit «fier» que ses concitoyens soient si nombreux pour la marche. Il croit qu'il faut rester vigilant pour qu'un drame semblable ne se reproduise pas à Montréal.

La ministre de l'Immigration, Kathleen Weil, qui ne s'est pas dite inquiète outre mesure de la situation à Montréal, croit toutefois qu'il faut rester prudent.

«On est inclusifs. On se sent forts au Québec à ce chapitre-là. Mais comme on l'a appris ces derniers mois,

tout le monde est à risque», a-t-elle conclu.

À Québec, près de 2000 personnes, dont le premier ministre Philippe Couillard, ont manifesté, et une affiche géante marquée du slogan «Je suis Charlie» avait été accrochée sur le bâtiment du parlement. «Nous disons surtout non au fanatisme, non à la violence aveugle, à la violence inhumaine», a déclaré le chef libéral.

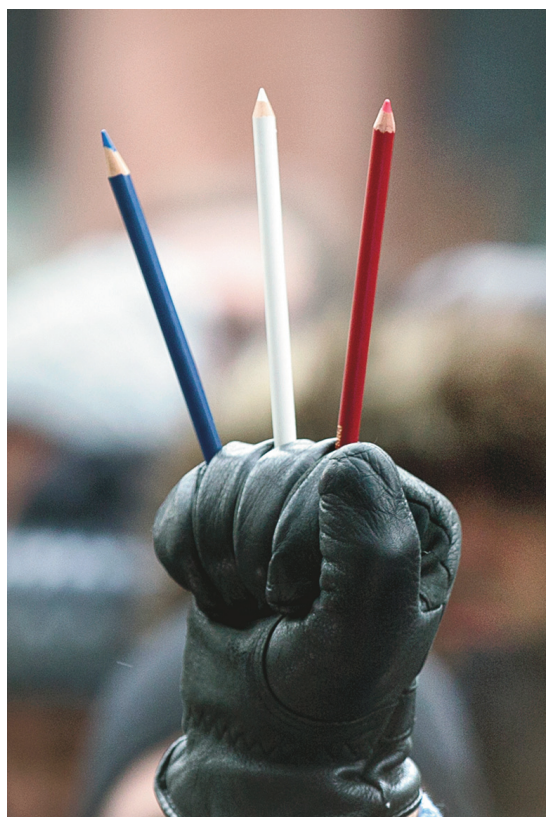
À Toronto, un demi-millier de personnes se sont réunies devant l'hôtel de ville, ayant en main pancartes, crayons et fleurs. «Si nous avons accompli quelque chose aujourd'hui, c'est bien de nous unir pacifiquement, malgré toutes nos différences. On a fait exactement le contraire de ce que souhaitaient les terroristes», a remarqué Fabienne Thuet, qui cumule les nationalités française et canadienne.

Dans la capitale fédérale, près de 500 personnes venues d'Ottawa, Gatineau et d'ailleurs ont investi la place de la Confédération pour manifester leur appui à la France ainsi qu'à la liberté de presse.

La communauté juive de Montréal tenait aussi en soirée une vigile à la mémoire des victimes à la synagogue Beth Israël Beth Aaron, à Côte-Saint-Luc.

Plusieurs autres rassemblements se sont aussi déroulés dans d'autres villes du Canada, dont Vancouver et Halifax.

Avec *Le Devoir*
La Presse canadienne



Plusieurs manifestants brandissaient des crayons.

« Nous disons surtout non au fanatisme, non à la violence aveugle, à la violence inhumaine »

Philippe Couillard, premier ministre du Québec

« On a fait exactement le contraire de ce que souhaitent les terroristes »

Fabienne Thuet, citoyenne canadienne et française

La peine

JEAN-FRANÇOIS NADEAU



À la dernière nuit de décembre, Maria Carmela Seminara, vingt ans, a été retrouvée rue Saint-Henri, à Sherbrooke. Elle venait d'être égorgée. Elle gisait dans une mare de sang près d'Antonio Poliquin, son mari. Lui respirait toujours, bien qu'il ait tenté de se trancher la gorge.

Poliquin reprochait à sa jeune épouse d'avoir voulu le quitter. En 1930, il faudra seulement vingt minutes à un jury pour le condamner au gibet. Après huit longues minutes de convulsions au bout d'une corde, le décès sera constaté par le médecin.

Puisqu'il ne faut jamais tuer, Poliquin a été exécuté comme d'autres dans la cour de la prison Winter... Par derrière moi, j'entends encore le bruit des souvenirs que m'a laissés dans mon enfance la visite de cette prison lugubre où les murs de pierres suintaient de douleurs.

La parenthèse de Noël refermée sur ses beignes, ses tourtières et autres icônes de mon enfance, j'aurais voulu revenir sur ce qu'a déclaré le maire de Louiseville, Yvon Deshaies, en faveur de la peine de mort. Le massacre de *Charlie Hebdo* m'y ramène.

Ce n'est pas tant le fait que le maire de Louiseville se soit affiché comme bien d'autres en faveur de la peine de mort qui me semble le plus affligeant, mais tout ce qui conduit à réactiver cet intérêt en sa faveur.

Depuis 2012, divers sondages pancanadiens indiquent qu'environ 60% de la population est désormais en faveur du retour des exécutions. Du jamais vu depuis leur abolition en 1976. Cela risque d'augmenter encore. Pourquoi?

La justice, cette éternelle boîteuse, revient marcher dans le sang de la torture, de la captivité suffocante et des exécutions, comme s'il s'agissait de gages de bonne santé pour l'humanité.

Ce qui est en train de se produire ici diffère assez peu de ce qui se produit partout ailleurs. Notre époque possède des traits particuliers et généraux plus forts que ceux de simples nationalités. Le clairon qui annonce le retour au pire est défendu partout pour un élan qui va dans le sens d'une avancée collective.

Le maire de Louiseville, parmi bien d'autres, estime qu'on devrait réduire les «services» offerts aux criminels, puisque «chacun doit faire sa part» au nom de l'austérité. «On est rendus là», a-t-il dit au *Journal de Montréal*. «Ce serait la pendaison, pas la chaise électrique, je ne veux pas qu'on prenne du courant pour rien.» La vie n'a plus de valeur lorsqu'il est question d'économiser. La révolution conservatrice dont se réclame cette attitude rétablit le passé, mais ose se présenter comme une avancée.

Ce n'est même plus au nom des dangers que représentent certains êtres pour la société qu'il faudrait désormais tuer, mais parce que les incarcérations prolongées constituent une menace pour l'économie. Nous sommes devenus des prisonniers de la comptabilité. Comment faire pour s'évader?

Remarque qu'en évoquant la peine de mort, le maire de Louiseville a pris soin de dire qu'il parlait en son nom personnel. Voilà exactement ce qu'a fait lui aussi Stephen Harper lorsqu'il a rappelé, dans une entrevue accordée à la CBC en janvier 2011, qu'il était en faveur d'exécutions, du moins «dans certains cas». Parler «à titre personnel», voilà une précision fort utile puisqu'elle permet sûrement au premier ministre de faire la sourde oreille lorsque Stephen Harper s'adresse à lui.

Entre les propos du maire de Louiseville et ceux de Stephen Harper, la différence n'en reste pas moins importante. Le premier dit qu'il fera désormais campagne en faveur de la peine capitale; le second affirme au contraire qu'il n'a pas l'intention de se lancer dans pareil combat tout en montrant qu'il y est favorable.

Stephen Harper sait, lui, qu'il n'a pas besoin de se battre en faveur des exécutions puisque ses politiques font déjà ce travail à sa place. Après avoir conduit au démantèlement de multiples politiques sociales, après s'être posé en professeur du «moins d'État» et du laisser-faire économique, tout ce beau monde défend sans cesse plus d'État et de fer pour les matières pénales et judiciaires.

Est-ce là une contradiction? Pas du tout. L'inégalité et les tensions que génèrent leurs politiques, ces révolutionnaires du marché les imputent à la gestion policière et pénale. Ce qu'on épargne d'un côté à l'État, on le lui fait payer de l'autre. Les coûts sociaux de pareille politique deviennent donc des frais transférés au système de coercition. Sur ce chemin, la peine de mort peut ainsi revenir toute seule caracolant en tête des pelotons de l'opinion.

Nourrir, éduquer et soigner a cédé le pas aux punitions offertes par les juges, les policiers et les gardiens de prison. On vit de plus en plus dans cette situation où l'abandon de la gestion des problèmes sociaux conduit à un traitement répressif de la misère plutôt qu'à son soulagement.

Pour les croyants de l'économie façon Stephen Harper et Philippe Couillard, l'État libéral se montre tel le bienfaiteur des classes aisées et le père Fouettard des milieux populaires de plus en plus précaires.

L'humanité se plaît de nouveau à faire souffrir parce qu'on lui a d'abord crevé les yeux. On ne me fera pas croire que le massacre de *Charlie Hebdo* tient à la seule religion et pas aussi à un profond désarroi social.

L'utopie du tout à l'économie dont souffrent aujourd'hui nos sociétés en est à imposer la précarité comme un horizon normal. Elle tente de normaliser la misère du monde dans un jeu de démolition des luttes sociales menées depuis le XIX^e siècle. Pour combattre cette douleur imposée à notre époque, il faut qu'intervienne d'abord très vite une réforme des esprits.

Des rassemblements partout dans le monde

La Marseillaise chantée à Rome et à Madrid, le drapeau français déployé à Londres, «ensemble contre la haine» à Bruxelles, des milliers dans les rues de Washington et des «Nous sommes Charlie» partout: des dizaines de milliers de personnes ont exprimé dimanche, en Europe et ailleurs, leur solidarité avec la France où 17 personnes ont été tuées cette semaine.

À Bruxelles, 20 000 personnes ont marché sous le slogan «Ensemble contre la haine». «C'est un mouvement magnifique. [...] Nous disons notre attachement à la liberté de pensée et d'expression, dans le respect des autres, c'est très important», a commenté le dessinateur belge veuf Philippe Geluck, dans le cortège.

À Berlin, 18 000 personnes avaient fait le déplacement devant l'ambassade de France. Beaucoup étaient venues en famille et arboraient des pancartes «Berlin ist Charlie», ou encore «Surmonter la terreur», et même une caricature de Mahomet. *Idem* à Vienne.

«We are Charlie» pouvait-on lire à Washington sur la pancarte tenue par l'ambassadeur de France, Gérard Araud, qui a conduit un cortège

de plusieurs milliers de personnes entre le musée de la presse et un mémorial aux forces de l'ordre. La directrice du FMI, Christine Lagarde, y était, comme plusieurs ambassadeurs et la secrétaire d'État adjointe aux Affaires européennes, Victoria Nuland. Près de 600 personnes se sont aussi rassemblées à Los Angeles, où des parapluies noirs portaient le slogan «Je suis Charlie».

Madrid solidaire se souvient

Madrid avait donné le coup d'envoi en matinée avec plusieurs centaines de personnes rassemblées pour observer plusieurs minutes de silence, avant d'entonner l'hymne français. «C'était un acte terriblement barbare, ils ont attaqué des valeurs universelles», déclarait Angel Freire, un enseignant retraité. Les participants devaient ensuite rejoindre un rassemblement prévu devant la gare d'Atocha, théâtre des attentats islamistes les plus meurtriers commis en Europe, le 11 mars 2004, avec 191 morts.

À Stockholm et Oslo, plus de 3000 personnes

ont bravé la neige pour brandir des stylos. À Londres, 2000 personnes étaient à Trafalgar Square. «Londres et Paris sont unis dans le deuil, dans l'indignation mais aussi dans la détermination pour se battre pour la liberté», a déclaré le maire Boris Johnson. L'Irlande, la Grèce, la Suisse et le Portugal, l'Italie et le Luxembourg ont également accueilli des centaines de manifestants.

Hors Europe, des cérémonies ont été organisées par la mairie de Jérusalem, devant un écran sur lequel était écrit en français «Jérusalem est Charlie». Des centaines de personnes se sont aussi retrouvées à Beyrouth. En Afrique, des centaines de personnes ont manifesté à Bujumbura, capitale du Burundi, ainsi qu'en Côte d'Ivoire. «Le gouvernement ivoirien se sent aujourd'hui français, car il a été atteint dans sa dignité», a déclaré Afoussy Bamba, la ministre de la Communication, à la double nationalité franco-ivoirienne. Des centaines de personnes se sont rassemblées à Buenos Aires et à La Havane afin de rendre hommage à la rédaction de *Charlie Hebdo*.

ACTUALITÉS

DÉCÈS D'ALAIN
MAGLOIREL'enquête
publique
du coroner
début

LISA-MARIE GERVAIS

Dans quelles circonstances Alain Magloire, cet homme abattu par des policiers montréalais l'hiver dernier, a-t-il été tué? Pourquoi s'est-il retrouvé en liberté malgré les menaces qu'il proférait? Pourquoi sa grande détresse n'a-t-elle pas été prise au sérieux par le milieu hospitalier? Ce sont là quelques questions auxquelles s'attardera le coroner pendant les deux prochaines semaines à l'occasion d'une enquête publique qui s'ouvre aujourd'hui lundi.

M^e Luc Malouin présidera ces audiences, qui verront défiler la preuve ainsi que plusieurs témoins, en remplacement de M^e Catherine Rudel-Tessier, récemment nommée coroner en chef par intérim.

Cette enquête publique vise également à examiner la question des interventions d'urgence faites auprès de personnes soupçonnées d'avoir des problèmes de santé mentale. S'il le juge opportun, le coroner pourrait également formuler des recommandations plus larges pour assurer une meilleure protection de la vie humaine.

C'est le matin du 3 février 2014, en face du terminus d'autocars de la rue Berri, à l'angle de la rue Ontario, qu'Alain Magloire a été tué par des policiers du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Ceux-ci avaient été dépêchés sur les lieux à la suite d'une violente altercation entre M. Magloire, armé d'un marteau, et un membre du personnel d'un hôtel. En crise, M. Magloire avait menacé plusieurs passants et a finalement trouvé la mort sous les balles d'un groupe de policiers de la SPVM, ceux-ci ayant cru que l'homme allait frapper une collègue tombée au sol. D'après des témoins, quatre coups de feu auraient été tirés.

Le 7 février dernier, au moment de décréter qu'il y aurait une enquête publique, l'ex-coroner en chef M^e Denis Marsolais, avait indiqué qu'une telle enquête était nécessaire « compte tenu du fait que certaines interventions d'urgence dans des lieux publics auprès de personnes souffrant de troubles de santé mentale ont donné lieu à des décès au cours des dernières années ».

Sceptiques

Le Collectif opposé à la brutalité policière se montre sceptique. Sur son site, il rappelle qu'il faudrait faire la lumière sur plusieurs autres cas qui ne sont pas arrivés dans des lieux publics, comme celui de Jean-François Nadreau, un homme en crise abattu par des policiers en 2012 sur le palier de sa résidence.

Rappelons qu'une enquête publique avait été menée par M^e Rudel-Tessier sur un cas similaire, soit celui de Mohamed Anas Bennis, tué en 2005 par des policiers alors qu'il sortait d'une mosquée de Côte-des-Neiges. L'homme aurait été menacé avec une arme blanche et agressé « sans raison apparente » deux policiers, qui ont plus tard été blanchis au terme de l'enquête.

Le Devoir

ÉPREUVE UNIQUE DE FRANÇAIS

L'écart se creuse entre les écoles publiques et privées

JOCELYNE RICHER
à Québec

Il vaut mieux inscrire son enfant à l'école privée si on veut lui donner toutes les chances de pouvoir rédiger un court texte dans un français acceptable à la fin de ses études secondaires. Le constat paraît implacable: les jeunes finissants de cinquième secondaire ont une bien meilleure maîtrise du français écrit s'ils ont fréquenté une école privée, plutôt qu'une école publique.

C'est ce qui ressort clairement, une fois de plus, des plus récentes données compilées par le ministère de l'Éducation, qui vient de rendre publics les résultats officiels de l'épreuve unique 2014 de français écrit de cinquième secondaire.

Entre les deux réseaux, force est d'admettre que l'écart se creuse. En juin 2014, le taux de réussite de l'examen de français écrit des finissants du secondaire fréquentant le réseau public était de 74,5%. Au privé, il était de 90%.

L'écart atteint donc presque 16 points, soit trois de plus que l'année précédente. En 2013, le taux de réussite était de 79,6% au public et de 92,5% au privé.



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Environ 74,5% des élèves de cinquième secondaire du réseau public ont réussi leur épreuve unique en 2014, contre 90% au privé.

Il est intéressant de noter que même si l'on s'en tient uniquement au réseau public, le nombre de jeunes finissants qui échouent au test de français a tendance à croître. On observe que le taux de réussite a chuté de cinq points en un an, passant de 79,6% en 2013 à 74,5% en 2014.

Depuis 2011, la performance du secteur public (qui était alors de 80,5%) est en baisse constante. Au contraire, celle du secteur privé s'est toujours

maintenue au-dessus de 90%.

Dans son texte de 500 mots, l'élève qui cumule 11 ans de scolarité peut commettre jusqu'à 14 fautes d'orthographe et conserver la mention « compétence acceptable ». Et ce, même s'il a tout le loisir d'utiliser un dictionnaire, une grammaire et un recueil de conjugaisons. Son court texte devra comporter plus de 35 fautes d'orthographe pour que l'élève perde automatiquement 50% des points.

L'épreuve écrite imposée aux

jeunes de 5^e secondaire consiste à écrire un texte d'opinion d'environ 500 mots sur un sujet donné. Ils ont 3h15 pour effectuer le travail.

L'évaluation est axée sur la qualité de l'argumentaire et la compréhension du mandat (30%), tandis que l'orthographe et la grammaire ne comptent que pour 20% de la note finale. La cohérence du texte (20%), la construction de phrases (25%) et la qualité du vocabulaire utilisé (5%) complètent le tableau. La note de passage en français, qui cumule la cote obtenue en français écrit, en lecture et en expression orale, est de 60%. Mais pour chacune des composantes, une note de 50% suffit.

Le ministère s'inquiète

Le ministère mène présentement une analyse des résultats visant à comprendre pourquoi le taux de réussite fléchit d'une année à l'autre et pourquoi un tel écart se creuse entre l'école publique et l'école privée.

En fait, le taux de réussite varie beaucoup d'une école à l'autre et d'une région à l'autre, dans le réseau public.

Par exemple, la région de Montréal n'a pas enregistré une performance mémorable

en juin dernier. Le taux de réussite de la Commission scolaire de Montréal a été de 69,6%, ce qui signifie que seulement deux élèves sur trois ont réussi le test.

À Montréal, l'École internationale a obtenu un score enviable de 95,9%, tandis que l'École Eulalie-Durocher a dû se contenter d'un score de 43,9%. Dans le réseau privé, toujours à Montréal, le Collège Jean-de-Brébeuf (96,3%), le Collège Jean-Eudes (98,8%) et le Collège Mont-Saint-Louis (99,6%) ont obtenu un score presque parfait.

À Québec, les élèves des écoles privées ont eux aussi une excellente maîtrise du français écrit, comme en témoigne la cote du Collège Jésus-Marie (97,9%) et du Collège Saint-Charles-Garnier (94,7%).

Le ministre de l'Éducation, Yves Bolduc, n'a pas donné suite à une demande d'entrevue. Le ministre prépare présentement un plan d'action visant à revoir l'enseignement du français au primaire et au secondaire. Sa stratégie, qui devrait être connue sous peu, doit mettre l'accent sur la compétence à acquérir en lecture et en écriture.

La Presse canadienne



SEAN KILPATRICK LA PRESSE CANADIENNE

Les exercices annuels de l'opération de souveraineté baptisée « Nanook » sont surveillés par des équipes de contre-espionnage depuis 2008. Ci-dessus, un brise-glace de l'exercice de 2010.

Le Canada craint la présence
d'espions dans l'ArctiqueMURRAY BREWSTER
à Ottawa

Les forces militaires canadiennes ont régulièrement déployé des équipes de contre-espionnage afin de se protéger contre de possibles actes d'espionnage, de terrorisme et de sabotage lors de ses exercices annuels dans l'Arctique.

Selon plusieurs experts, il s'agit de mesures inhabituelles puisque l'opération Nanook est effectuée dans des secteurs éloignés du Grand Nord canadien et que l'implication étrangère est limitée aux alliés rapprochés du Canada.

Wesley Wark, professeur à l'Université d'Ottawa, juge que ces mesures sont curieuses puisqu'elles relèvent habituellement du Service canadien du renseignement de sécurité ou de la Gendarmerie royale du Canada.

Un porte-parole de la branche du renseignement des

forces militaires a déclaré que l'équipe avait été déployée chaque année depuis 2008, soit deux années après que le premier ministre Stephen Harper eut commencé à assister aux exercices en compagnie de membres de la tribune de la presse parlementaire.

Les seuls membres étrangers de la presse ayant participé à ces voyages proviennent de la Chine, y compris des membres de l'agence de presse de l'État chinois et — en 2013 — un représentant d'un quotidien important chinois, qui sont dans les deux cas accrédités à la tribune parlementaire d'Ottawa.

On n'a toutefois pas voulu préciser quel genre de menaces pourraient être posées dans cette région éloignée

Menaces

Le capitaine Travis Smyth a indiqué que la branche du renseignement militaire a une responsabilité légale de protéger les forces canadiennes. Les exercices dans l'Arctique, même s'ils ont lieu à l'intérieur des frontières du pays, sont « très visibles et le risque de menaces contre la sécurité existe ».

Il n'a toutefois pas voulu préciser quel genre de menaces pourraient être posées dans

cette région éloignée, citant la sécurité des opérations.

Quand on lui a demandé directement si les membres des médias étaient ciblés, le capitaine Smyth a répondu par courriel: « Pour des raisons liées à la sécurité des opérations, tout individu ou groupe d'individus qui pourraient faire l'objet d'une enquête ne peuvent être mentionnés publiquement. »

Les dirigeants du Canada répètent depuis plusieurs années que le pays ne fait face à aucun véritable danger dans l'Arctique. Or, une série de documents obtenus par La Presse canadienne grâce à la loi sur l'accès à l'information démontrent que le service de contre-espionnage avait reçu l'ordre — autant « avant qu'après » les exercices — de « détecter, identifier et réduire les menaces d'espionnage, de terrorisme, de sabotage et de bouleversements » contre l'armée, son personnel, son équipement et ses infrastructures.

Le groupe a reçu l'ordre de se concentrer sur les « menaces directes » à l'intérieur du « secteur des opérations », ce qui inclurait quelques centaines de soldats et une poignée de vaisseaux de guerre déployés dans le Grand Nord.

La Presse canadienne

L'UQTR dans la mire
de l'UPAC

PHILIPPE ORFALI

Plongée dans la controverse depuis près de trois ans, l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) n'est pas au bout de ses peines. Après le vérificateur général, l'Unité permanente anticorruption (UPAC) se penche à son tour sur les actes de la haute gestion de l'établissement, notamment en matière d'octroi de contrats.

Le président du conseil d'ad-

ministration de la maison d'enseignement, Yves Tousignant, a été interrogé par des enquêteurs de l'UPAC en juin dernier, a-t-il confirmé dimanche au Devoir. « Les enquêteurs voulaient avoir l'appui de la haute direction et je les en ai assurés. [...] À ce que je sache, tout se fait dans les règles de l'art au niveau de l'octroi des contrats, et je n'ai pas vu d'irrégularités depuis mon arrivée il y a un an et demi », a-t-il expliqué.

Radio-Canada Maurice rapporte que des agents de l'UPAC se sont déplacés à Trois-Rivières à maintes reprises depuis l'été, le plus récemment à la mi-décembre, afin d'interroger des personnes œuvrant ou ayant œuvré à l'UQTR au cours des dernières années. Outre l'octroi de contrats, les démarches ayant mené au démantèlement de la chaire de recherche dirigée par Nadia Ghazzali de l'Université Laval à l'UQTR, à la suite de son entrée en fon-

tion à titre de rectrice, en 2012, ferait partie des dossiers abordés par les enquêteurs.

La rectrice aurait obtenu de l'UQTR un engagement en soutien et services pour sa chaire de près de 1 million de dollars, sans l'approbation du conseil d'administration « C'est certain que c'est un sujet que je crois qu'ils vont fouiller », a ajouté M. Tousignant, précisant maintenir son appui à M^{me} Ghazzali.

« Les enquêteurs voulaient avoir l'appui de la haute direction et je les en ai assurés »

Cette dernière se fait pour sa part rassurante. Il ne s'agit pas d'une « enquête », « mais d'une visite, d'une recherche d'information », en raison de dénonciations effectuées auprès de l'Unité. Elle dit ne pas avoir été interrogée par l'UPAC.

Les controverses semblent pourtant s'accumuler à l'UQTR: des « lacunes de gestion » ont été soulevées dans un rapport externe, et un rapport du vérificateur général est attendu au printemps. L'établissement connaît aussi un taux de roulement élevé au sein de sa haute direction: de nombreux cadres ont été remerciés, soit partis de façon volontaire ou n'ont pas vu leur contrat renouvelé. D'autres, comme l'ex-vice-recteur Martin Gélinas et le secrétaire général André Gabias, ont quitté leurs fonctions, mais conservent leur statut de cadre. L'UQTR compte 14 000 étudiants.

Le Devoir

Harper vante John A. Macdonald
et suscite la controverse

PHILIPPE ORFALI

Les célébrations du bicentenaire de la naissance du père de la Confédération John A. Macdonald par le gouvernement canadien provoquent l'ire de certains groupes, dont la Société Saint-Jean-Baptiste (SSJB) de Montréal, qui lançait dimanche un site Web consacré au premier ministre.

La SSJB souhaite présenter le « côté sombre » de celui qui fut le premier chef de gouvernement de la fédération canadienne, de 1867 à 1873 et de 1878 à 1891, évoquant le sort consacré à Louis Riel, aux Sino-Canadiens ou aux Canadiens français sous son gouvernement.

De passage à Kingston, considérée comme la ville d'origine du politicien conservateur, le premier ministre Stephen Harper a vanté cet « homme ordinaire ». « Sans lui, le Canada tel qu'on le connaît n'existerait tout

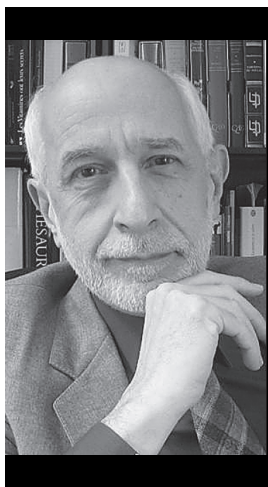
simplement pas », a ajouté le premier ministre.

Les commémorations seront nombreuses au cours des prochains mois: la Monnaie royale canadienne dévoilera une nouvelle pièce de deux dollars, et Postes Canada émettra sous peu un timbre en son honneur. Des célébrations doivent être tenues dans plusieurs villes.

Francophone

M. Harper a salué la vision de John A. Macdonald, tout en reconnaissant son alcoolisme. Il a toutefois tué les prises de position racistes et francophobes de son prédécesseur, déplore la SSJB, notant que le premier ministre « demeure insensible aux nombreuses protestations de citoyens dont les communautés ont été victimes du suprématisme anglo-saxon de Macdonald ».

Le Devoir



Congédié ?

Voyez

François Gendron
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

LOTTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2015-01-10	
649 01 11 23 43 25 27 30 compl.	Maxi 49 02 03 28 41 36 42 44 compl.
Prochain gros lot (approx.) : 30 000 000 \$ + 1 LOT GARANTI DE 1 000 000 \$ 73723964-01	Extra 1376066
LOTTO MAX Résultats des tirages du : 2015-01-09	
Résultats complets sur lotoquebec.com	
Prochain gros lot (approx.) : 50 000 000 \$ + 1 MAXIMILLIONS 11 lots de 1 million \$ (approx.)	Extra 0460654
<small>En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.</small>	

SOCIÉTÉ

#CHRONIQUEFID

Mort aux enfumeurs

FABIEN DEGLISE



Une fois n'est pas coutume, laissons un peu l'esprit des *fatwas de Charb*, ces billets hebdomadaires du satiriste et homme de presse français, tombé dans l'exercice de ses fonctions sous les balles des fous de Dieu, mercredi dernier à la rédaction de *Charlie Hebdo*, s'emparer de cette chronique. Et pourquoi donc, Monsieur, Madame? Pour lui rendre hommage, pardi, en varlopat au passage quelques-unes des têtes de Turc, et autres irritants sociaux, qu'il aimait bien secouer: les enfumeurs.

Vous avez remarqué, vous aussi, comment, en période de crise ou de lendemains de tragédie, ces enfumeurs se bousculent au portillon de l'opinion publique avec la même subtilité que des vautours sur un macchabée encore tiède pour désorienter le monde avec leur écran de fumée. Classique: ils veulent faire prendre des vessies pour des lanternes, égarer les gens sur les chemins du sens et de la compréhension, mais également les abuser, les exciter, les tromper, les attirer vers leur Eglise, avec cet intéressement malsain et plutôt déplacé en période de recueillement.

L'attentat sordide et 12 fois mortel commis par deux abrutis contre les bureaux de *Charlie Hebdo* n'a pas manqué de fait ressortir ces profiteurs de l'horreur qui ont pris des formes assez étonnantes et parfois même bizarres dans les derniers jours. Il y a eu ce politicien — François Legault, pour le nommer — qui sur Twitter a appelé à la rescousse Carrie Mathison — oui, oui, le personnage psychologiquement instable de la fiction télévisée *Homeland* —, pour combattre les extrémismes ou encore cet autre politicien, maire d'une étrange ville près d'un fjord, qui est venu dire que tout ça était finalement «*la faute du diable*». En 2015, un ado dirait: «*Sérieux???*». Arrêtez ça tout de suite, les gars, c'est criminel votre truc! Plusieurs de vos contemporains pourraient finir par en mourir... de rire.

L'enfumeur a eu de la glace en masse dans les derniers jours pour patiner sur le thème de l'insécurité, sur celui de la guerre des religions, mais également pour montrer du doigt l'islam et ses millions d'adeptes dans le monde comme la source d'un mal que seules des lois pour renforcer la sécurité, des chartes pour protéger des valeurs ou des appels au repli identitaire pourraient en chœur aider à combattre. Ici, Harper a même fait sa petite parade habituelle au bulletin de nouvelles pour parler de renforcer ses lois et son ordre. Là-bas, Marine Le Pen a relancé le débat sur la peine de mort. De l'absurde opposé à la connerie, pour endormir le monde.

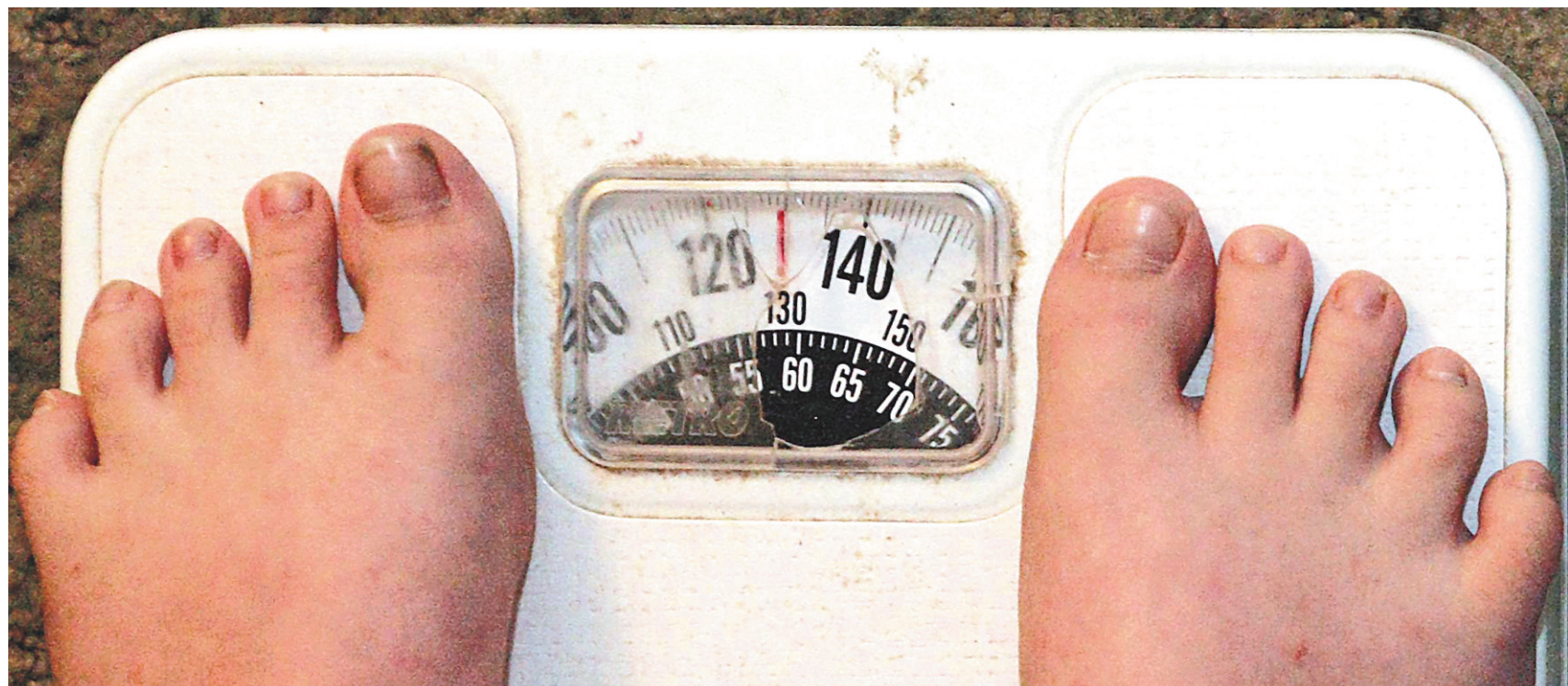
Connerie et bêtise

Parce que c'est bien de la connerie, de la bêtise humaine poussée à l'extrême, plus que de la religion et de l'islam, qu'il a été question mercredi matin, finalement, dans les locaux de *Charlie Hebdo*, cette connerie qui s'installe dans la tête des gens lorsqu'ils finissent par se persuader que leur vision du monde est la seule valable, que les réponses simples qu'ils ont réussi à assimiler sur des questions existentielles forcément complexes sont à ce point rassurantes pour eux qu'elles méritent d'être imposées à tous. Cela peut être à coup de fouet, de menaces et d'intimidation, pour les uns, mais aussi de communication intrusive, de campagnes publicitaires, pour d'autres.

Car le fondamentalisme, le dogme dans sa forme ridiculement prosélyte, n'a pas toujours une barbe. Il peut aussi se tenir dans les tavernes une bière dans la main, sur les parquets de certaines Bourses, devant la porte d'un centre commercial le 26 décembre au matin, même dans une école de yoga, un aréna, une exploitation agricole biodynamique-hystérique ou dans les couloirs de l'agence de notation Moody's. On en croise même parfois sur des pistes cyclables! Humanité rime avec iniquité, en général, mais jamais face à la connerie. C'est fatal. Du coup, les enfumeurs peuvent bien arriver avec leur idée de lois, ou de Carrie Mathison, pour combattre les extrémismes. Si des législations, ou l'adhésion à un parti politique, étaient capables d'éradiquer la connerie de la surface du globe, cela fait longtemps que le problème aurait été réglé, non? Et on serait peut-être déjà en train de s'ennuyer des enfumeurs.

La connerie a besoin de choses sans doute moins triviales pour être combattue. Comme la coquerelle et la vermine, elle a peur de la lumière. Il suffit donc de l'allumer. Comment? En cultivant le partage non pas de vérités à l'emporte-pièce, de prêches rétrogrades ou de slogans publicitaires érigés en prière, mais d'une culture du doute et de la question, en nourrissant le goût de l'art, de la musique, de la dérision, bref en adhérant à des lois humaines qui ouvrent les esprits et cautionnent la curiosité, pas qui renforcent l'humain sur lui et attisent la peur. À moins que ce ne soit la peur du conformisme et des consensus mous.

Je crois que vous serez d'accord, il faudrait mettre la tête de tous ces enfumeurs dans une ruche pleine d'abeilles, juste avant l'enfumage, pour leur faire comprendre que les gestes guidés par la connerie n'ont pas toujours besoin d'être armés et teintés de références religieuses plus ou moins foireuses, pour être lourd de conséquences. Amen... et tchao, Charb!



Après la saison des Fêtes, on ressent le besoin de nettoyer son corps et, pourquoi pas, de perdre quelques kilos. Faut-il alors s'offrir une cure de détox?

CONSOMMATION

Qui a besoin d'une détox ?

Le concept permet davantage de vendre des produits que de soigner des maux

ÉMILIE FOLIE-BOIVIN

Plutôt que de cesser de fumer, faire de l'activité physique ou manger plus de fruits et de légumes, après les bombances des Fêtes, les gens bien intentionnés se tournent vers les produits et les cures de «*détox*», à la recherche d'un remède qui saura «*désengorger leur foie*» et «*éliminer les toxines*». Des expressions qu'entend plusieurs fois par jour le pharmacien Olivier Bernard.

«*Mais désengorger un foie, ce n'est pas vraiment quelque chose qu'on puisse faire*», explique le professionnel de la santé. Et, pour ce qui est d'éliminer les «*toxines*» et les «*déchets accumulés dans l'organisme*», l'auteur du blogue d'humour *Le Pharmachien*, dans lequel il utilise ses connaissances pour vulgariser et différencier «*le vrai du faux*» en santé, se gratte la tête. Parce que les organes n'ont aucune difficulté à accomplir ce travail, et ce, même après 10 jours d'un régime de mousses, de saucisses cocktails et de beignes de grand-maman. «*Mais l'idée de la détox est tellement ancrée dans l'esprit des gens qu'on a de la difficulté à leur faire comprendre que ce concept n'existe pas*», dit le pharmacien, qui se réjouit de voir ce nouveau courant de scepticisme nuancer cette pseudo-médecine.

La notion de détox «*est à la fois très ancienne [...] car elle renvoie à l'idée religieuse du carême et du manger maigre*, [un concept qui] s'est mélangé au fil du temps», expliquait la sémiologue Mariette Darrigrand au magazine *Madame Figaro*. Cette idée s'inscrit dans une époque où les consommateurs sont plus conscients des agents polluants présents dans l'environnement et méfians envers les manipulations génétiques et les produits transformés qu'ils ingèrent.

Un remède à toutes les sauces

Aujourd'hui, plusieurs spas proposent des programmes de détoxification du corps. Les recettes de jus verts abondent dans le Web, thé,

diètes liquides, gélules à base de plantes estampillées «*détox*» sont commercialisées, avec pour promesse de perdre 10 livres en quelques jours, de se «*réenergiser*», de couper les fringales, de remettre à neuf son métabolisme. Autant de produits et de modes de vie marqués au sceau de la «*détox*» foisonnent et apparaissent, aux yeux du consommateur, comme la solution aux troubles de digestion ou de sommeil, au manque d'énergie, aux ballonnements.

«*La détox semble être la réponse à tous les maux, alors qu'en réalité, ce n'est pas le cas*», admet David Côté, cofondateur et président de Crudessence, une entreprise québécoise d'alimentation vivante et sans cuisson. Sa réponse contraste avec la détox de 30 jours qu'annonce son site Web, un programme qui permet de «*nettoyer votre corps grâce à l'alimentation thérapeutique*». Et il reconnaît d'emblée la contradiction. «*On va changer le nom cette année, car le mot "détox" insinue que le corps est sale et qu'on doit le nettoyer. Notre corps n'est pas sale. Mais c'est logique de lui donner une pause de temps en temps*», note-t-il.

Ces supposées «*toxines*» accumulées dans le corps sont davantage une hypothèse qu'un fait scientifiquement prouvé. La BBC a d'ailleurs fait le test de soumettre 10 bambocheuses à une retraite fermée de 10 jours. Pendant que la moitié pouvait continuer à lever le coude et à manger de la viande rouge, le reste du groupe devait s'astreindre à une diète stricte. Au terme de l'exercice, après un examen des reins et du foie et des prises de sang, l'étude a démontré qu'il n'y avait aucune différence notable entre les deux groupes.

«*Le mot "toxine" existe, mais personne jusqu'à présent ne peut nous confirmer que notre corps est incapable d'éliminer les substances accumulées dans le corps*», dit Olivier Bernard. Une intoxication, c'est un état critique qui menace la vie, c'est grave, mentionne le pharmacien en donnant comme exemple les intoxications aux métaux lourds tels le mercure et le plomb. «*À*

moins de souffrir d'une grave maladie des reins ou du foie, on n'a pas besoin de détox.»

Les produits du commerce promouvant ces vertus laxatives contiennent en général des laxatifs, des diurétiques et des plantes qui prétendent avoir des effets bénéfiques pour l'organisme. «*Si on va plus souvent à la toilette, on élimine plus d'eau, donc, sur le coup, on se sent moins gonflé et on a l'impression d'avoir perdu du poids. Mais c'est un effet temporaire*», souligne le Pharmachien.

L'équilibre, avant tout

Une détox, au fond, ça veut dire de sortir légèrement de sa zone de confort alimentaire, d'éliminer les excès pendant un bout de temps pour sentir la différence dans son corps, soutient le président de Crudessence. «*Ce n'est pas juste de manger des jus verts; c'est d'éliminer des choses graduellement pour voir ce qui se passe dans notre corps, de comprendre comment ça marche et de ne pas oublier qu'on mange aussi pour le plaisir*». Une devise que le fondateur à la proue de l'entreprise crudivore suit à la lettre: ce midi-là, il avoue avoir bu une bière et mangé des frites.

Derrière tous les symptômes dont lui parlent les gens dans les pharmacies où il travaille, Olivier Bernard estime qu'il se cache des maux qu'une détox d'un week-end ne peut panser. «*C'est une solution simple à des problèmes beaucoup plus complexes*.»

Reste qu'être à l'écoute de son corps, intégrer des aliments sains dans ses repas, être actif et trouver un équilibre sans tomber dans l'orthorexie (l'obsession d'une alimentation saine) est un engagement à long terme. Mais, de toutes les détox, il demeure l'investissement le plus payant. «*On veut toujours une pilule magique, mais la vie, ça ne marche pas comme ça, et c'est le plus gros mal de notre société*, dit David Côté. Au fond, c'est une détox de notre paresse dont on a besoin.»

Le Devoir

Les bonbons, patrimoine mondial à croquer

Une étude internationale s'attache à la cartographie de la guimauve et du caramel mou. Futile, croyez-vous? Faux: le berlingot est riche de sens sociaux, culturels, anthropologiques...

VÉRONIQUE ZBINDEN

Des mous, des durs, des bombés ou d'autres cubiques, des creux, des secs, des protéiformes et des ectoplasmiques, des pétaradants, des longilignes et d'autres qui pétillent sur la langue. Certains en forme d'animaux, d'objets ou de joujoux, d'autres anthropomorphes, à base de fruits, de légumineuses, de farine ou même de poisson séché. Souvent colorés, généralement sucrés, quoique pas toujours, tous ont un même parfum de reviens-y, d'enfance et de cours de récréation, de nostalgie, de monnaie d'échange parfois. De récompense souvent.

Étude internationale

Ils se nomment berlingot, sottise, dragée, sucre d'orge, angélique, nonpareille, bêtise... mais leur sens est loin d'être aussi simplet que leurs appellations le laissent entendre. Certains sont issus de légendes, de rituels ou de formules magiques, de recettes jalousement gardées dans le secret de placards d'alchimistes. Les bonbons, univers méconnu, mésestimé, souvent injustement dénigré, sont depuis peu l'objet d'une étude internationale des plus sérieuses...

À l'origine du Candy Project, un des chefs les plus créatifs du moment, le Basque Andoni Luis Aduriz (Mugaritz), s'est intéressé à ces doux petits riens à la faveur de ses voyages. En Colombie, il découvre que le *bocadillo* n'a rien à voir avec un sandwich, mais est traditionnelle-

ment fait de pâte de goyave et de sucre de canne, avant d'être enveloppé dans des feuilles de palmier. Plus étonnant, il goûte aux *calaveras* mexicains: des crânes en pâte à sucre, voire en chocolat ou en graines d'amarante éclatants de couleurs et de fantaisie, traditionnellement confectionnés pour le jour des Morts.

Au Tatarstan, en Russie, les *chak-chak* sont semblables à de grosses frites moulées en pâte à pain et enrobées de miel, alors que les petits Japonais sont friands de bâtonnets de poisson séché aux graines de sésame. En Inde, berceau supposé des bonbons, les enfants affectionnent les *jalebi* confectionnés à base de lentilles blanches fermentées, frites et enrobées de sirop... de sucre.

Histoire et sociologie du bonbon

Le répertoire semble infini, prodigieux, fascinant. Quand et à quelle occasion consomment-on ces petites gâteries? Comment sont-elles produites et quelles en sont les saveurs et les textures dominantes? Lesquelles ont marqué notre enfance? L'étude vise notamment à répondre à ces questions.

Des chercheurs issus de l'Université du Pays basque et l'Université des sciences gastronomiques de Pollenzo se sont attelés à la mettre en forme et à produire un questionnaire détaillé que chacun peut remplir sur un site internet. Inaki Martinez de Albeniz, sociologue à l'Université du Pays basque, et Gabriella Morini, spécialiste de la chimie du goût à l'Université des sciences gastronomiques de Pollenzo, sont mandatés pour conduire l'étude. Pour recenser, étudier et cataloguer ce vaste patrimoine mondial immatériel, ils comptent sur le formidable réseau international du mouvement Slow Food, implanté dans plus de 170 pays.

L'étude comportera deux volets. Le premier,

théorique, entend retracer l'histoire universelle et les techniques de fabrication des bonbons. Le second, plus pratique, décryptera les significations sociales de ces douceurs et leur utilisation dans un contexte gastronomique... «*La signification du bonbon diffère selon le contexte social et reflète les singularités culturelles de chaque région ou pays*», explique Gabriella Morini.

Quelle est ici l'incidence de la mondialisation et de la production de masse? L'industrie a souvent pris le pas sur la fabrication artisanale de spécialités, notamment celles à base de fruits séchés dans les pays les plus pauvres. Y aurait-il menace sur le bonbon? Appauvrissement de certaines traditions? Slow Food relève ce nouveau défi.

Si la guimauve habite notre imaginaire collectif, elle est aussi riche en informations sur les mécanismes et l'apprentissage du goût. «*La notion de récompense n'est pas la même selon la culture*, relève la chercheuse: les petits Coréens reçoivent, par exemple, des morceaux de calamar séché, les enfants nippons des confiseries à base de farine de poisson. Le goût du sucré est certes universel, mais sa généralisation dans les bonbons en guise de récompense ne date que de 200 à 300 ans, du fait de la mondialisation.»

Les premières douceurs données à de jeunes enfants ont ainsi une incidence sur la formation du goût et des préférences alimentaires que l'étude devrait permettre de mieux cerner. La collecte des données du Candy Project devrait être achevée courant 2015: les fabricants sont également appelés à se manifester afin de pouvoir esquisser la géographie mondiale des bonbons. De quoi dessiner une nouvelle carte du tendre et du doux.

Le Temps

ÉDITORIAL

HAÏTI, CINQ ANS PLUS TARD

Se rebâtir

Il y a cinq ans le choc, aujourd'hui l'oubli? Dans le tourbillon du monde, le sort d'Haïti ne fait plus, et depuis longtemps, les manchettes, et aux informations disparates qui circulent, on a du mal à voir si l'analyse optimiste ou négative doit l'emporter. Mais aurait-on trop souhaité pour Haïti?



JOSÉE BOILEAU

À près que la terre eut tremblé en ce sombre 12^e jour de janvier 2010, après que tout se fut écroulé, au milieu des gravats et des morts, et de la tristesse et de l'anéantissement, il a bien fallu aussi survivre en Haïti. Et dans ce pays si mal pourvu et affligé de maux sans fin depuis des décennies, la tragédie a semblé pouvoir être transformée en source d'espoir: recommencer à neuf, effacer les erreurs du passé.

Cinq ans plus tard, on a bien compris que si rêver est nécessaire, ce n'est pas à cette aune qu'il faut mesurer les réussites, ou se décourager des échecs.

À l'échelle du Québec, osons une comparaison: à l'été 2013, le centre-ville d'une petite ville d'ici, Lac-Mégantic, 6000 habitants, disparut en partie, devint inaccessible en totalité, à cause d'une tragédie ferroviaire sans équivalent au Canada. Un an et demi plus tard, la ville ne s'est pas encore entièrement remise de l'explosion qui a causé 47 morts. Les familles des victimes attendent compensations, les récriminations sont de tout ordre et le sort du centre dévasté n'est toujours pas scellé. Le drame a beau avoir frappé dans une société riche, organisée, aux institutions solides, tout s'est avéré plus compliqué qu'on ne l'avait cru au départ. L'aide spontanée et la solidarité, pas plus que la popularité d'une mairesse exemplaire, ne pouvaient tout compenser.

Haïti, c'est mille fois ce constat: 230 000 personnes y ont perdu la vie en ce 12 janvier 2010, sans oublier les plus de 300 000 blessés, au milieu de centaines de milliers d'immortels effondrés. Port-au-Prince, capitale dont la région compte 2,4 millions d'habitants, fut détruite à 90%. «C'était la démolition totale. On se tournait sur 360 degrés et tout était détruit», racontait Marjorie Villefranche, directrice de la Maison d'Haïti à Montréal, dans notre dossier de samedi.

Dans ce pays parmi les plus démunis de la planète, tout en fait s'était effondré: pertes humaines, pertes matérielles, à quoi s'ajoutait l'infrastructure même de la société anéantie dans ses pierres (palais présidentiel, bâtiments administratifs, hôpitaux, écoles, églises, cathédrale) et dans son personnel (fonctionnaires, médecins...) alors qu'elle était déjà fragile dans son organisation. Comment l'aide spontanée, immense, et la solidarité, immédiate, auraient-elles pu compenser..., d'autant que tout le monde avait décidé de s'en mêler. La République des ONG, comme on désigne Haïti, compte 10 000 de celles-ci sur son territoire! Ces ONG n'ont pas de comptes à rendre au gouvernement qui, par ailleurs, n'a jamais cessé de voir sa légitimité remise en question, tare de la politique haïtienne à laquelle le président Michel Martelly n'échappe pas. Dans ce contexte, penser de manière cohérente l'avenir d'Haïti tient de l'impossible pari.

Et pourtant, l'Haïti de 2015 n'est plus celui de la dévastation. On y a reconstruit, parfois mal, parfois en vain, parfois en deçà des attentes, et il y a encore énormément à faire. Mais des 1,5 million de personnes qu'il y avait dans des camps à l'été 2010, il en reste 80 000 aujourd'hui. Des hôpitaux ont été rouverts et des améliorations ont été apportées au système d'éducation primaire. Des entreprises s'installent, le tourisme apparaît comme une voie d'avenir, et des leaders de la communauté croient fermement au dynamisme de leur pays.

Mais oui, il y a les retards, la corruption, les tensions politiques, ces élections qui ne viennent pas, la société toujours cliquée entre les très riches et les pauvres, et les oubliés des 155 camps qui restent. Applaudir serait occulter toutes ces failles, mais cinq ans plus tard, on entend aussi des gens d'ici dire qu'Haïti a assez reçu, n'a plus qu'à se débrouiller. En entrevue à Radio-Canada, François Audet, directeur de l'Observatoire canadien sur les crises et l'action humanitaire, répondait par une mise en garde: «On ne doit pas regarder Haïti avec des yeux d'Occidentaux.» Rebâtir Haïti prendra «des générations».

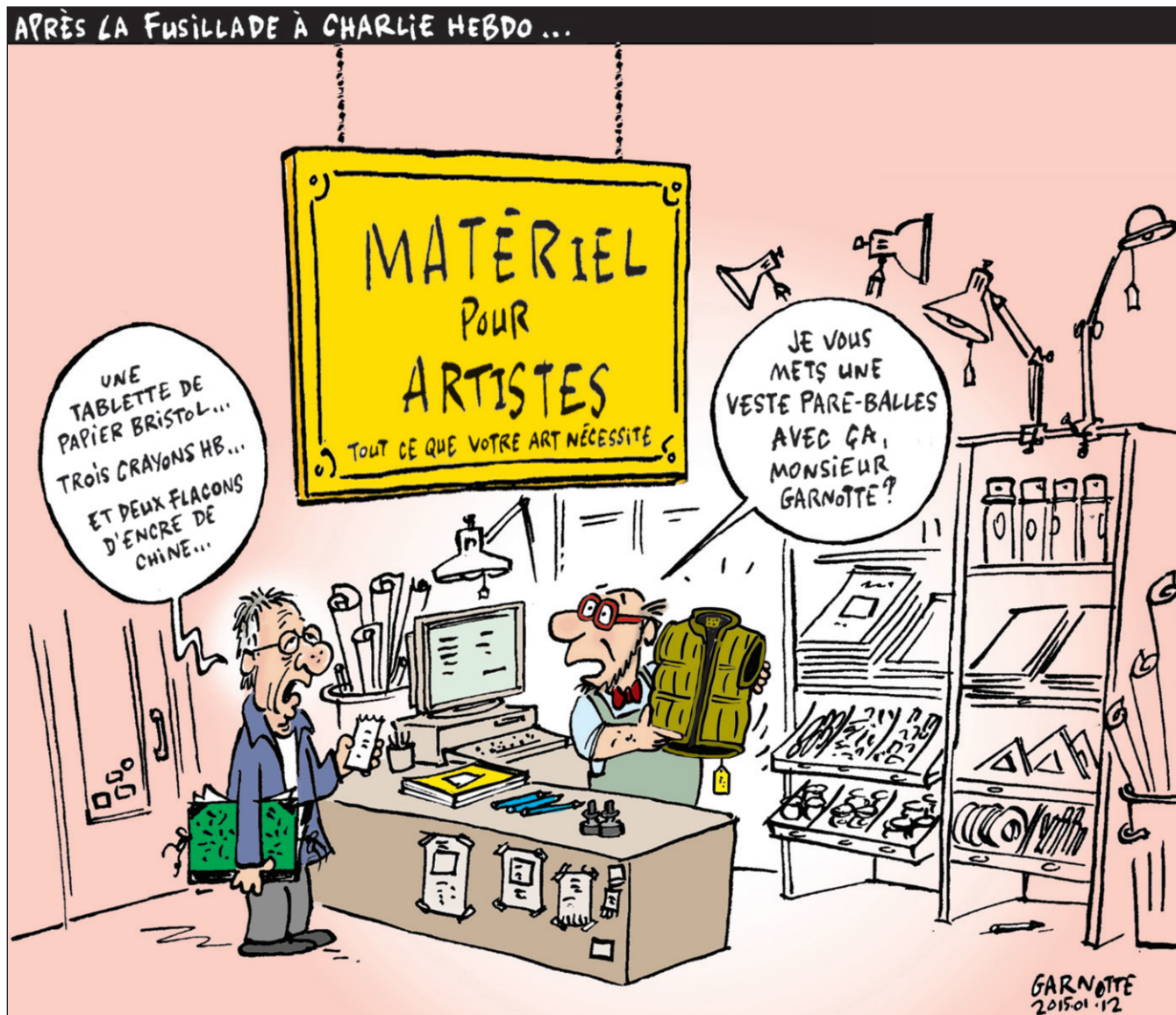
Il a raison, car le tragique n'est jamais loin dans ce pays. Le tremblement de terre a engendré de l'aide, certes, mais parmi les aidants, des Casques bleus de l'ONU ont apporté le choléra, qui avait disparu de l'île depuis 150 ans. L'épidémie a causé 8000 morts et surchargé des services de santé déjà débordés. La colère de Médecins sans frontières, qui dénonçait il y a quelques semaines le manque de lits et de médicaments, le problème d'accès à l'eau potable et aux latrines, n'a pas été entendue.

Il n'y a pas d'épidémies ici, ni de centaines de milliers de morts, ni de villes disparues et, pourtant, on se perd en discussions sur le nouveau pont Champlain. N'est-ce pas ainsi que l'on devrait mesurer la reconstruction d'Haïti?

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN
Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE
Directeur des finances STÉPHANE ROGER
Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
Adjoints PAUL CAUCHON, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENVY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



L E T T R E S

Le nécessaire esprit de Charlie

Il y a quelques jours, en faisant le ménage de ma bibliothèque, je me demandais ce que j'allais faire des centaines de numéros de *Charlie Hebdo* accumulés au fil des ans. Maintenant, je sais: je vais les conserver et les léguer à mes enfants pour qu'ils sachent un jour comment des gens ont combattu jusqu'à la mort pour que vive la liberté. Avec preuves à l'appui. Depuis l'assassinat des valeureux responsables de *Charlie*, les grands médias ne parlent que de la liberté d'expression sans trop préciser de quoi il s'agit en l'occurrence. Alors, précisons: si des fous de Dieu ont délibérément choisi comme cible cet hebdo et pas un autre, c'est que celui-ci ridiculisait les religions. C'est donc le droit d'ironiser sur celles-ci qui est en jeu. Aucune entreprise humaine n'est en soi à l'abri de la bêtise et du droit que l'on a de la dénoncer, si l'on juge que c'en est une. Or, toutes les religions sont des entreprises humaines et le droit de les ridiculiser est compris dans le droit d'expression.

Ainsi, on a tout à fait le droit de dire ou de montrer par des dessins qu'il est aberrant de faire croire à des enfants qu'un paradis nous attend après la mort et que, conséquemment, la vie sur terre vaut moins que cette retraite dorée avec Dieu. Aberrant et dangereux. Ces enfants grandissent avec cette idée et, un jour, voulant en finir avec un mal de vivre, ils se transforment en combattants de Dieu convaincus qu'une vie sans problème les attend dans un au-delà quelconque. Le problème, c'est qu'ils entraînent des innocents dans leur suicide absurde.

N'allons surtout pas croire que ces fous de Dieu pullulent seulement chez les adeptes du prophète. Ces jours derniers, et ce n'est qu'un exemple parmi plusieurs, en Alabama, un maire et son conseil municipal ont voté une résolution déclarant que Dieu est propriétaire de leur ville. Les humanistes ont encore du boulot devant eux! Comme quoi on ne peut se passer de l'esprit de *Charlie*. Et pour se donner des forces, réécoutez le grand Léo chanter *Ni Dieu ni maître!*

Robert Jasmin,
Neuville, le 7 janvier 2015

Seuls au front

Il est facile de monter aux barricades quand on est légion à le faire. Moins quand on est tout seul. *Charlie Hebdo* a été longtemps tout seul au front et, s'il a parfois fait preuve d'immaturité voire de grossièreté dans ses satires, il aura au moins manifesté de la cohérence dans son parcours. Je note aujourd'hui deux choses: on hurle à droite comme à gauche pour le maintien de la liberté de presse, qui est pourtant beaucoup plus menacée par la bienséance qu'imposent la pensée unique et la concentration de la presse que par les balles terroristes. Parmi la meute, on trouve, comme le signale Jean-François Nadeau, un grand nombre de journalistes qui n'ont rien à craindre du terrorisme parce que la censure qu'ils se sont eux-mêmes imposée les protège.

J'observe aussi qu'on n'en a ce matin que pour les journalistes morts. On rapporte pourtant que l'attentat a fait douze victimes. [...] La liberté d'expression ne concerne pas que les seuls journalistes; les petits, les sans-

grades, ceux qui font la recherche, la mise en page, les photos, ceux qui corrigent les textes, qui dressent l'ordre de jour des réunions de rédaction, bref tous les artisans d'une publication participant de cette liberté et ceux-là, à *Charlie Hebdo*, étaient tout aussi en danger que les vedettes du journal. J'espère que les indignés d'aujourd'hui n'oublieront ces obscurs grâce à qui ils peuvent exercer la liberté dont ils se réclament.

François Jobin
le 8 janvier 2015

Question de perspective

Dernièrement, plusieurs événements liés au «terrorisme» ont fait la une des journaux. Depuis des décennies, pour ne pas dire des siècles, nous, les Occidentaux, sous l'égide de la démocratie, faisons de l'ingérence politique dans plusieurs pays du globe et sommes responsables des dommages collatéraux. Maintenant, le pendule nous revient et c'est en Occident qu'arrivent des horreurs au nom de principes, sans aucun jugement de valeur, tout aussi abstraits. La mort de 3 Canadiens ou celle de 12 Français est-elle plus grave que celle de milliers d'afghans? À l'exception des suites de la torture, la mort prématurée d'être humains est un drame qui n'a pas à être placé sur une échelle de l'horreur. Que ce soit celle d'itinérants canadiens morts de froid, d'enfants africains morts de faim, de journalistes assassinés par des fanatiques ou de milliers de civils victimes de guerres de principe, la mort comme dommage collatéral de nos sociétés est tout simplement injuste et injustifiable.

Marie-Chantal Bouchard
Berthierville, le 9 janvier 2015

LIBRE OPINION

Pierre Elliott Trudeau n'est pas la seule victime des citations erronées

FRANÇOIS-XAVIER SIMARD

Auteur du livre *Le vrai visage de Pierre Elliott Trudeau (Les Intouchables, 2006)*

Dans *Le Devoir* du 3 janvier, Louis Massicotte explique comment Pierre Elliott Trudeau fut victime d'une citation inexacte extraite de son discours devant le Congrès américain en 1977. Il a dit en anglais que la séparation du Québec serait «a crime against the history of mankind», ce qu'on aurait traduit en français par «un crime contre l'humanité», au lieu d'un «crime contre l'histoire du genre humain». Ce n'est pas la première fois que le passage d'une langue à l'autre sert la cause qu'on veut défendre. Trudeau lui-même à la même époque s'est servi de cette technique contre René Lévesque. Voici la vraie histoire d'une fausse citation de Trudeau.

Le 8 mai 1980 à Saint-Léonard, moins de deux semaines avant le référendum québécois, selon la seule journaliste, Julia Turner, à avoir entendu et rapporté ces paroles, René Lévesque aurait tenu les propos suivants: «He told a question, with a degree of bitterness and sarcasm, that Mr. Trudeau middle name "Elliott" is significant because it shows he is partly Anglophone.

«He's decided to follow the Anglo-Saxon part of his heritage», Mr. Lévesque said, implying that Mr. Trudeau is not a true Quebecer since he supports the federalist cause.»

Le 14 mai 1980, lors de son important discours au Centre Paul-Sauvage de Montréal, Trudeau a repris le sous-entendu («implying») de la journaliste et y a rajouté sa propre interprétation: «On me disait que monsieur Lévesque, pas plus tard qu'il y a deux jours, disait que dans mon nom il y a Elliott et puis Elliott, c'est le côté anglais et ça s'explique que je suis pour le Non, parce que, au fond, voyez-vous, je ne suis pas un Québécois comme ceux qui vont voter Oui. Eh bien, c'est ça, le mépris, mes chers amis, c'est de dire qu'il y a différentes sortes de Québécois, c'est dire que les Québécois du Non ne sont pas d'aussi bons Québécois et puis ont peut-être un petit peu de sang étranger, alors que les gens du Oui ont du sang pur dans les veines.»

Le lendemain du discours de Trudeau, lors d'un dîner de partisans du Oui à Québec, Lévesque a précisé qu'il «ne voulait pas nier aux Anglo-Québécois leur droit de voter pour le Non». Et le même jour en soirée, il a déclaré

que les Québécois pour le Non comme Trudeau étaient des Québécois comme ceux pour le Oui: «Que les Trudeau, Chrétien et compagnie viennent au Québec nous parler, qu'ils tentent de faire jouer leur prestige et leur influence, c'est normal, ils en ont parfaitement le droit, ils sont Québécois comme nous», a-t-il dit lors d'un grand rassemblement du Oui à Québec.

Mais, trente-cinq ans plus tard, l'interprétation de Trudeau est devenue une déclaration officielle de Lévesque. En effet, dans la biographie de Trudeau rédigée par John English pour le Dictionnaire biographique du Canada (DBC) en ligne, il est écrit: «Il [Trudeau] rappela que Lévesque avait dit qu'il n'était "pas aussi québécois que ceux qui voter [aient] Oui".»

Corrections attendues

En 2009, j'ai demandé au DBC de corriger cette citation erronée de René Lévesque. La rédactrice-historienne principale m'a répondu qu'il est vrai que Lévesque n'a pas lui-même prononcé ces mots, mais la biographie du DBC n'affirme pas que c'est Lévesque qui les a dits.

C'est Trudeau qui dit que Lévesque les a dits. [...] En fait, Trudeau va plus loin que les paroles prononcées par Lévesque. En expliquant les sous-entendus, Trudeau donne l'impression que les paroles de Lévesque et ces sous-entendus ne forment qu'un seul et même discours. Mais le texte n'attribue pas ces paroles à Lévesque, et l'auteur ne croit pas qu'il faille changer ce texte.»

Non satisfait de cette réponse, j'ai demandé au codirecteur du DBC, Réal Bélanger, de corriger cette erreur de faits en citant la partie concernée du texte officiel du discours de Trudeau, reproduite plus haut. Monsieur Bélanger m'a alors répondu qu'ils avaient «déjà décidé d'apporter quelques changements à ce texte»; mais à ce jour, ces changements ne sont pas encore intégrés à la version en ligne du DBC.

Pourtant, il est très important que cette citation erronée soit corrigée afin de respecter la pensée du grand démocrate qu'était René Lévesque. Rappelons que, quatre ans avant le référendum, et dès le lendemain de l'élection du Parti québécois, le 15 novembre 1976, René Lévesque promettait déjà «un gouvernement qui soit aussi vraiment celui de tous les Québécois de toutes les régions, de tous les milieux et de toutes les origines».

ATTENTAT DE PARIS



Manifestation de musulmans pour dénoncer les attaques terroristes devant une mosquée du Mans.

Charlie ou la tolérance

JEAN-BENOÎT NADEAU



J'ai passé toute l'année 2013-2014 en France en préparation de mon prochain livre. Entre la sinistrose, le déclinisme, la montée de l'extrême droite, la désillusion de la gauche, la défiance envers les élites, le chômage à plus de 10%, les tensions intergénérationnelles et l'anglophobie, j'ai eu l'impression presque constante d'être assis sur un volcan.

Le tout est maintenant de savoir si la tuerie à *Charlie Hebdo* est le début de l'éruption ou un signe avant-coureur. Bizarrement, cet événement ne change rien aux vœux que j'aurais présentés aux Français : puissiez-vous ne pas succomber au vent mauvais.

J'ai passé l'année à constater avec dépit la montée de l'extrême droite à toutes les élections. Je comprends la défiance des Français à l'égard des élites. Le discours «ni gauche ni droite» au pays qui a inventé la gauche et la droite est pleinement justifié. Mais les Français jouent avec le feu s'ils croient régler la question en votant pour Marine Le Pen — dont le plus brillant geste politique aura été de récupérer le discours sur la laïcité.

C'est pourquoi je crois que la France ne règlera pas son problème islamiste avec plus de laïcité. Historiquement, leur loi sur la laïcité, qui remonte à plus d'un siècle, était une arme dirigée d'abord contre les catholiques. Elle s'inscrivait dans le cadre d'une lutte très dure qui a déchiré la France entre 1789 et 1960 alors que la religion dominante récusait tous les principes de la République. Le point le plus bas fut atteint en juin 1940 lorsque, profitant de la défaite durant la bataille de France, une dictature fasciste saute française a pris le pouvoir avec la bénédiction du clergé et des autorités allemandes. La laïcité a fait partie de ce combat-là aussi.

Malheureusement, depuis 20 ans, la laïcité n'a plus le même parfum, car elle a surtout servi de voile aux discours islamophobe ou anti-arabe. Et c'est encore pire depuis que Marine Le Pen a compris qu'elle pourrait se voiler derrière le principe de la laïcité et les valeurs républicaines pour se refaire une légitimité. Il faudra donc trouver autre chose pour lutter contre l'extrémisme islamiste.

Pas de procès à l'islam

L'autre erreur à ne pas commettre — et que les Français éviteront, je l'espère — serait de faire un procès de l'islam. La vraie question est de se demander pourquoi les 99% de musulmans tolérants ont peur des 1% d'intolérants. Et il faudra sans doute que tous les Français aident leurs compatriotes musulmans à attaquer l'intolérance islamiste de l'intérieur. De la même manière que ce sont les Français très majoritairement catholiques qui ont désossé l'intolérance catholique.

La France, vieux pays, a vécu son lot de crises graves dont elle n'est pas toujours sortie grandie. En 1572, les tensions religieuses avaient provoqué le massacre de 5000 à 30 000 protestants dans une vingtaine de villes. Dans les jours qui ont suivi la tuerie de *Charlie Hebdo*, on a noté quelques attaques de mosquées, ce qui était malheureusement prévisible. À court terme, il ne faudrait pas que la tuerie de *Charlie Hebdo* suscite des violences de masse du genre de celles qui, en 1961, en pleine guerre d'Algérie, firent des centaines de morts et de blessés maghrébins à Paris.

Je me réjouis d'ailleurs de voir le président Hollande tenir un discours rassembleur et consulter largement — à l'exclusion de Marine Le Pen et compagnie. Les événements du 11 septembre 2001 aux États-Unis ont entraîné les incursions bâclées en Afghanistan et en Irak, qui ont été des désastres à tous égards. La France demeure un pays très influent et Paris demeure l'une des principales capitales internationales. Si la France prend le bord du pire, cela sera pire pour nous tous.

Le rire toxique

En ces heures de deuil, j'aimerais pouvoir me vanter du fait que je lisais *Charlie Hebdo* toutes les semaines. Je ne le lisais pas. À cause de son côté ado-scato, qui me rebute, même si j'adore, par ailleurs, son côté provoc. C'est un penchant personnel : je suis de ceux qui croient que le rire est toxique pour l'intolérance.

La dureté du combat de *Charlie Hebdo* prouve que tolérance n'est ni mollesse ni soumission. La véritable tolérance ne peut pas tolérer l'intolérance. Ce que l'équipe comprenait mieux que la plupart des autres rédactions. Sur ce point, j'admire franchement les artisans de *Charlie Hebdo*, car il est dangereux de débâcher l'intolérance avec la seule arme du ridicule — et surtout seul, sans le soutien des autres médias.

Souhaitons donc que la réponse française à la tuerie de *Charlie Hebdo* ne fasse pas le jeu des intolérants de tout poil.

Convertis à l'absurde de la violence

MAJID BLAL

Écrivain, poète et président du Regroupement des auteurs canado-marocains (RACMA)

Ce mercredi 7 janvier 2015, les postes de télévision crépitent avec la même nouvelle, la même horreur. L'attaque à l'arme automatique et la mort de douze personnes au journal *Charlie Hebdo*. Les tueurs ont assassiné froidement des hommes qui n'ont que des idées et des crayons comme arsenal.

La folie des hommes a frappé encore une fois et cette fois pour casser et froisser les traits au fusain de la caricature. Le massacre de *Charlie Hebdo* ne sert ni les dieux ni les humains, mais uniquement ceux qui ont comme dessein de briser les harmonies de la cohabitation entre les différences et, ainsi, saboter le vivre ensemble.

L'objectif est machiavélique et il tend à forcer les citoyens à rentrer dans des enclaves confessionnelles échafaudées comme ghettos comme on parquait les lépreux dans des cavernes. Les terroristes radicaux ne souhaitent que la guerre entre

confessions pour qu'ils puissent rire dans leurs barbes. C'est le seul trait d'humour qui les rassemble dans un burlesque des plus macabres.

Ils ne souhaitent que de nous ramener et de nous tasser dans un monde tribal où ils décideraient de la vie et de la mort en fonction des critères qu'ils voudraient promulguer. Grouper, couper les ponts avec l'autre, semer la discorde et classer les gens en fonction du degré de radicalisation et de dangerosité qui leur sied.

Ils ont tué des hommes et, par ricochet, ils ont renforcé le pouvoir d'attraction des idées ciblées et de la liberté dont la liberté d'expression. On ne gomme pas les idées en effaçant les hommes.

Dénoncer la terreur

Au nom des gens qui ont la même vision que moi, nous condamnons énergiquement. Nous dénonçons la terreur et le crime odieux. Nous refusons tout court, net et c'est déjà d'une clarté limpide. Nous ne pouvons nous dissocier de ce à quoi nous n'avons jamais été associés ni par le geste, ni par le verbe, ni par l'intention. Se dissocier suppose être associé à priori. On se dissocie quand on a été partie prenante, protagoniste ou sympathisant. Personne ne devrait nous faire sentir coupables par association.

Chacun doit répondre de ses actes, que ce soient les assassins, que ce soient leurs commanditaires.

Nous déplorons la perte des vies humaines et nous nous sentons concernés comme humains, comme citoyens et comme membres de la profession des penseurs libres, des artistes et des auteurs, des journalistes et des caricaturistes. Nous compatissons avec les familles, des victimes, leurs collègues, leurs proches. Nous offrons nos sympathies aux défenseurs des libertés, aux baroudeurs de la protection des droits et aux humanistes qui dénoncent toutes les violences d'où qu'elles proviennent.

Nous profitons de ce moment de deuil pour lancer un appel à nos amis occidentaux, dont nos concitoyens québécois : faisons attention de ne pas sombrer dans les amalgames et de ne pas extrapoler les gestes odieux sur toutes les personnes qui ont comme confession la religion de l'islam. Des fois, ces actes barbares, quand ils surviennent, facilitent le déploiement des index et des accusations qui culpabilisent et stigmatisent par association.

La barbarie ne justifie pas les discours haineux et l'ostracisme des communautés déjà fragilisées par tant de terreurs, de rejets et par le rôle de bouc émissaire à toutes les turpitudes.

ATTENTATS DE PARIS

Malades ou terroristes ?

JEAN-PHILIPPE VAILLANCOURT

Psychologue, chargé de cours à l'Université du Québec à Trois-Rivières

Dans la foulée des récents événements terroristes qui ont touché le monde occidental, de nombreuses analyses ont été réalisées à propos des individus qui les ont perpétrés. De ces analyses, un bon nombre auront été étayées par des journalistes et experts psychologues et psychiatres qui, à tour de rôle, auront défilé en laissant l'impression de faire une différence très nette entre une action violente posée par un dérangé, un malade et une autre, terroriste cette fois, perpétrée par un «soldat» d'une cause.

Dans chacune de ces analyses, ces experts prétendent démontrer ce que la science moderne n'aura jusqu'à ce jour été incapable de faire, c'est-à-dire de faire une distinction claire entre ce qui appartient au normal et au pathologique. En dépit du fait que la médecine et les conglomérats pharmaceutiques auront tenté à maintes reprises d'établir cette distinction en traçant un lien direct entre la biologie et les problèmes de santé mentale, il n'existe toujours aucune preuve scientifique pour confirmer cette hypothèse. En ce sens, les difficultés de santé mentale apparaissent plus tributaires des aspects culturels et politiques d'une société que résultant d'un désordre biologique qui reste à démontrer.

Les exemples pour appuyer cette hypothèse sont nombreux. On a seulement à penser aux dissidents soviétiques qui se voyaient incarcérés dans des asiles en conséquence de leurs croyances politiques et que l'on diagnostiquait comme schizophrènes torpides pour justifier leur retrait de la société. On peut également parler des esclaves noirs aux États-Unis qui

tentaient de s'enfuir de leurs maîtres et qui recevaient le diagnostic de drapétomanie, la liberté n'étant à ce moment pas considérée comme un besoin naturel chez eux. Ou plus récemment de l'homosexualité qui était regardée comme une maladie mentale jusqu'à ce que le lobby gai fasse valoir ses droits.

Subjectivité

À travers ces influences culturelles et politiques, le rapport de la psychiatrie à la religion aura toujours été pour le moins conflictuel, et les analyses qui auront été faites des récents



PATRICK BAZ AGENCE FRANCE-PRESSE

Notre société s'élèverait davantage à réellement tenter de comprendre ce qui pousse un individu à commettre des gestes de la sorte plutôt que d'invoquer une «maladie» subjective.

événements terroristes en représentent un exemple probant. De cette manière, on semble tracer une distinction nette entre un individu de la même origine culturelle et religieuse que celle du groupe et des intérêts qu'il représente (que l'on qualifie d'extrémiste ou de soldat) et un individu d'une appartenance religieuse et culturelle originalement différente du groupe auquel cette personne se joint (que l'on qualifie d'être instable, malade ou troublé).

Cette distinction purement arbitraire démontre toute la subjectivité du diagnostic psychiatrique et le jugement que son praticien porte sur les croyances, les valeurs et les idées défendues par un individu. Ces croyances, valeurs et idées, parce qu'elles sont différentes de la majorité, parce qu'elles sont violentes et haineuses (dans le cas présentement discuté) et ultimement inacceptables pour la majorité deviennent symptômes ou signes de maladie qui doivent être éradiqués afin de restaurer l'état mental de l'individu troublé. Qu'est-ce qui fait que l'un est moins ou plus «malade» que l'autre sur le plan purement scientifique? La question demeure à notre avis bien ouverte.

Il nous apparaît extrêmement préoccupant que l'on exerce ce type d'analyse qui non seulement dicte ce en quoi les individus «sains d'esprit» sont en droit de croire, mais continue de perpétuer les innombrables stigmates dont souffrent les individus qui vivent de la détresse sur les plans psychologique, affectif et relationnel. Notre société s'élèverait davantage à réellement tenter de comprendre ce qui pousse un individu ou un groupe d'individus à commettre des gestes de la sorte plutôt que d'invoquer une «maladie» subjective qui prendrait le contrôle des actions posées par des assaillants. Thomas Szasz (1920-2012), psychiatre et philosophe, disait d'ailleurs : «Si vous parlez à Dieu, vous êtes croyant. Si Dieu vous parle, vous êtes malade.»

ATTENTAT

SUITE DE LA PAGE 1

à Nation. Au-delà du cortège officiel ouvert par les proches des victimes et suivi par une cinquantaine de chefs d'État et de gouvernement, au moins deux défilés parallèles se sont lentement dirigés vers la place de la Nation.

Le cortège officiel, sur le boulevard Voltaire, avait des allures de G20. Place Léon Blum, derrière les familles des victimes, François Hollande ouvrait la marche. Il avait tenu à être encadré d'Angela Merkel et, surprise, de Boubacar Keïta, président du Mali, un pays musulman récemment libéré des islamistes par la France. À sa droite, on distinguait les premiers ministres britannique et israélien, David Cameron et Benjamin Netanyahu. À sa gauche, le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, et du Conseil italien, Matteo Renzi. Personne ne manquait à l'appel.

Le peuple de 1789

Les grands de ce monde n'ont pas fait 200 mètres devant les caméras de télévision avant de remonter dans leurs autocars. Seul François Hollande s'est ensuite dirigé vers les familles des victimes pour leur serrer la main. C'était la première fois qu'un président français descendait dans la rue pour manifester depuis que François Mitterrand avait protesté contre la profanation du cimetière juif de Carpentras, en 1990.

«*Ils nous ont un peu volé notre manif*», disaient des manifestants bloqués depuis deux heures sur la place de la République à cause de la sécurité exceptionnelle. Une fois prises les photos officielles, c'est le peuple français, celui de 1789, de 1848 et de la Libération qui a littéralement pris possession des pavés. Face à l'ampleur de la foule, un second défilé avait été prévu plus au sud. Devant l'engorgement, un troisième s'est improvisé plus au nord sur l'avenue de la République. Pas une rue entre République et Nation qui n'était envahie par cette foule bon enfant.

Dans cette marée humaine, on pouvait aussi bien croiser le Prix Nobel Patrick Modiano, les

chanteurs Arthur H et Jean-Jacques Goldman que tous les leaders politiques français, à l'exception de Marine Le Pen, dont le parti n'avait pas été invité. «*C'est une erreur de ne pas avoir invité le Front national*», nous a déclaré Serge Grouard, député UMP et maire d'Orléans. «*Aujourd'hui, on dépasse les clivages politiques. C'est à l'évidence le peuple de France qui est debout dans le calme et la dignité. Il montre que, face à l'épreuve, il en sortira plus fort*», Narguait les élites parisiennes, la présidente du Front national a défilé à Beaucaire, où elle a été acclamée par un millier de personnes.

Le droit de blasphémer

Devant le cimetière du Père-Lachaise, des pancartes disaient «*Je suis juif. Je suis Charlie*», en référence aux morts de l'épicerie cachère de Vincennes. De nombreux manifestants étaient venus avec leurs enfants. Beaucoup brandissaient des drapeaux tricolores. Partout, on chantait *La Marseillaise*. Des Femmes, exceptionnellement habillées pour l'occasion, lançaient le slogan «*Charlie Akbar*». Denise, une Haïtienne de 40 ans, était venue avec une bougie. «*Je suis française parce que je parle français*», disait-elle.

L'enseignant Patrick Touzet nous a confié ne pas être un habitué des manifestations. «*Mais là, ça fait trop! Il fallait réagir. Pour moi, le mot blasphème ne fait pas partie de mon vocabulaire. On a le droit de rire de tout le monde, de Jésus, de Mahomet ou des homos, peu importe. Sinon, où la censure s'arrêtera-t-elle?*»

Tous n'étaient pas de cet avis. Malika, une des rares femmes voilées croisées dans la manifestation, disait être révoltée par ces assassins. «*L'islam ne fait pas ce genre de choses, dit-elle. Il est propre. Mais ceux qui ont insulté le prophète auraient dû être mis en prison et le journal fermé*», trancha-t-elle. Dès lundi, elle s'envolera pour La Mecque.

C'est ici que le bât blesse chez de nombreux musulmans. «*Je n'ai pas de problème à vivre dans un pays où on a le droit de blasphémer, au contraire*», disait son coreligionnaire Kirim, un architecte qui brandissait une pancarte affirmant: «*Pas en mon nom*». Jeudi, dans de nombreuses écoles, de jeunes Maghrébins ont refusé de respecter la minute de silence parce que

Charlie Hebdo avait insulté le prophète. «*En France, le droit de blasphémer existe*», renchérit Kirim. Ce débat, Alain Parize le vit dans sa propre famille, lui qui a travaillé toute sa vie en Afrique. «*Mon gendre sénégalais n'accepte pas qu'en France on caricature le prophète. Je lui ai dit que ce n'était pas notre conception de la liberté d'expression. Ça, ce n'est pas négociable!*»

Sursaut national

Partout, cette mobilisation exceptionnelle a suscité un élan de solidarité nationale qu'on n'avait pas vu depuis longtemps. «*Nous sommes un peuple*», titre ce matin le quotidien *Libération* avant d'affirmer «*Ça faisait longtemps qu'on n'avait pas été si fiers d'être français*». L'écrivain Jean d'Ormesson parle, lui, d'un véritable «*sursaut national*».

La mobilisation a été encore plus forte en région qu'à Paris. Jamais, depuis la Libération, les Lyonnais n'avaient vu autant de monde dans les rues (300 000 personnes). Même chose à Marseille (60 000), Montpellier (100 000) et Bordeaux (140 000). Dans la minuscule localité de Dammarville-en-Goële, où s'étaient réfugiés les frères Kouachi qui ont assassiné les dessinateurs, 10 000 personnes ont manifesté.

Place Beauvau, siège du ministère de l'Intérieur, s'est tenu un sommet sur la lutte contre le terrorisme. Douze ministres européens étaient présents ainsi que le ministre américain de la Justice, Eric Holder. Les ministres ont décidé d'un renforcement des contrôles aux frontières, quitte à adapter le traité de Schengen. Les ministres proposent aussi l'adoption d'un fichier européen des passagers aériens.

Après trois kilomètres de marche, en soirée, place de la Nation, les manifestants regroupés autour de bougies posées à même le sol semblaient ne plus vouloir partir. La soirée s'est close par un spectacle de solidarité diffusé sur France Télévisions. Le rédacteur en chef de Charlie Hebdo, Gérard Biard, a souhaité que «*maintenant, tout le monde, toutes les institutions, tous les politiques, tous les intellectuels [soient] avec nous pour défendre la laïcité. Parce que c'est ça qu'on défend!*»

Le Devoir

ENQUÊTE

SUITE DE LA PAGE 1

d'otages de la porte de Vincennes, Amedy Coulibaly, s'était réclamé de l'EI.

M. Holder a aussi soutenu «*travailler avec [ses] alliés*» sur les Occidentaux infiltrés en Syrie, comme c'est probablement le cas pour la jeune compagne d'Amedy Coulibaly, Hayat Boumedienne, 26 ans, qui serait entrée en Turquie le 2 janvier. De là, elle se serait ensuite «*probablement*» rendue en Syrie, ont affirmé à l'AFP des sources du service de renseignement turc.

La police française a lancé un avis de recherche pour déterminer son possible rôle dans les activités d'Amedy Coulibaly. Aucun avis n'avait été lancé auparavant contre elle. «*Si nous avions eu ce renseignement à temps, nous aurions pu l'extrader*», a souligné la source turque, ajoutant que «*l'échange de renseignements*» avec Paris est «*désormais meilleur qu'en temps normal*».

Par la voix de son avocat, la femme de Chérif Kouachi a quant à elle «*condamné les actes de son époux*». Libérée après 72 heures d'interrogatoires, elle a exprimé «*sa pensée pour les victimes*» de Charlie Hebdo, a dit l'avocat, selon qui la jeune femme n'avait pas décelé chez son mari de signe laissant présager qu'il allait ainsi passer des paroles à l'acte. Chérif Kouachi, 32 ans, et son frère Saïd ont tué douze personnes — dont deux policiers — lors de l'attaque des locaux du journal satirique. Fugitifs durant deux jours, ils ont été abattus vendredi



AGENCE FRANCE-PRESSE

Une vidéo de Coulibaly a surgi sur le Web.

par la police à Dammarville-en-Goële, en Seine-et-Marne.

L'ADN du tireur trouvé ailleurs

L'enquête sur la prise d'otages du supermarché cachère de Paris, vendredi, s'accélère elle aussi. Une possible «*planque*» d'Amedy Coulibaly, désormais soupçonné de plusieurs attaques dans la région parisienne, a été trouvée par la police, à Gentilly où Coulibaly avait accumulé, depuis un certain temps, armes et matériel islamiste.

Son ADN avait déjà été isolé sur les lieux de la fusillade de Montrouge, petite ville adjacente à Paris, au cours de laquelle une policière avait été tuée jeudi. Un lien a également pu être établi entre une des armes retrouvées dans le supermarché cachère et les balles tirées contre un joueur grièvement blessé

mercredi soir à Fontenay-aux-Roses, dans la banlieue sud de Paris où habitait Amedy Coulibaly. Déjà saisi de l'enquête sur l'attaque de Charlie Hebdo, sur la fusillade de Montrouge et la prise d'otages du magasin cachère, le parquet de Paris a annoncé dimanche qu'il s'occuperait des enquêtes sur les tirs contre le jogger, qui relèvent désormais elles aussi de l'antiterrorisme.

Une vidéo inquiétante

Âgé de 32 ans et considéré comme un délinquant multirécidiviste, Coulibaly pourrait avoir des liens avec l'explosion d'une voiture piégée jeudi soir, selon une vidéo postée dimanche matin sur Internet. Les autorités françaises avaient déjà reconnu avoir retrouvé une caméra de type «*GoPro*» ainsi qu'une carte mémoire sur le site de l'épicerie cachère, sans préciser son contenu.

L'extrait — filmé pendant la prise d'otages et vraisemblablement monté après la mort du tueur, ce qui soulève la possibilité de complicités — montre le suspect, qui se réclame de l'organisation djihadiste État islamique (EI). En plus de revendiquer la responsabilité des divers crimes faisant l'objet d'enquêtes, il établit un lien avec l'attaque de mercredi contre Charlie Hebdo par les frères Kouachi. «*Notre équipe est divisée en deux... Les frères de notre équipe, ils ont fait Charlie Hebdo*», dit-il. Amedy Coulibaly soutient ensuite avoir aidé, de quelques «*milliers d'euros*» les frères Kouachi. Ces allégations n'ont pas été confirmées par la police.

Avec l'Agence France-Presse et Le Figaro
Le Devoir

HAÏTI

SUITE DE LA PAGE 1

un contrat de solidarité avec Haïti. Et je me suis senti grandi par la leçon d'humanité et d'humilité que nous donne toujours une catastrophe», raconte-t-il dans un café du Mile-End.

Pour ce militant littéraire, il y a eu un «*avant*» et un «*après*» séisme. L'«*avant*» fait d'un sentiment de désespoir envers Haïti, envers les hommes et les femmes, par les politiciens, l'environnement, la méchanceté humaine, la destruction. «*Mais après le séisme est née en moi l'idée qu'on peut rallumer la lumière, qu'on peut passer d'une violence extrême à un combat plus doux*», dit l'essayiste. Aussi dévastateur fut-il, le séisme a été l'occasion d'un «*ressaisissement*», d'un sursaut qui peut contribuer à ce qu'il appelle, dans son langage poétique bien à lui, une «*remontée en humanité*».

«*C'était pour moi le moment où on allait pouvoir se parler à nous-mêmes, on allait pouvoir être seul à seul. Quand le séisme nous met face à l'extrême, il ne reste que l'humain. Parce que tout le monde est nu. Et c'est dans la nudité qu'on est dans la vérité*», note Rodney Saint-Éloi. «*C'était le prétexte pour repenser Haïti sur de nouvelles bases, de repartir avec des idées et des valeurs beaucoup plus sûres et plus fortes, comme la justice sociale, de repenser le vivre ensemble*», souligne celui qui a été journaliste et responsable des pages culturelles du quotidien haïtien *Le Nouvelliste*.

Toutefois, les vieux démons ont repris de suite, constate-t-il sans se laisser aller au pessimisme. Car il y a certes eu des moments de grande générosité, dont il témoigne dans *Haïti, kenbe la* (éditions Michel Lafon), publié peu de temps après le séisme. «*Ces moments où tu oublies si tu es noir ou clair, si tu es de la haute ou de la basse ville, où tu as oublié les faux préjugés qui ont désuni les uns et les autres. Ça nous a fait croire qu'on pouvait dépasser les problèmes artificiels pour aller vers l'essentiel*».

Mais il y a eu une certaine confusion, reconnaît Rodney Saint-Éloi. Comme si Haïti avait raté son rendez-vous avec l'histoire. «*On a pensé que la coopération pouvait développer un pays. Mais à vouloir trop être dans l'humanitaire, on a oublié l'humanité des gens, dit-il. Comme si l'argent de la coopération pouvait résoudre des siècles de malheurs. Comme si la démocratie pouvait être sauvée par la simple volonté de la communauté internationale*». Les élections, venues beaucoup trop tôt selon lui, répondaient à un certain pragmatisme politique et institutionnel qui ne convenait pas à un peuple «*si affaibli et délabré dans son être*».

Trop et trop vite. Il y a eu un gaspillage monstre de ressources pour la reconstruction, dont un infime pourcentage est réellement passé entre les mains de l'État. «*Personne n'a demandé l'avis des associations paysannes, on a délogé les gens, on leur a donné de l'eau et du pain. Ce n'est pas mauvais parce qu'on était dans l'urgence et qu'il y avait des besoins criants. Mais on ne peut pas mettre, pour toujours, tout un peuple dans l'urgence*», croit-il.

«*On ne peut pas faire une république d'ONG. On ne peut pas faire un pays sans sa classe moyenne. Il faut que les Haïtiens assument leur destin.*»

Un salut dans la culture

Comment donner de la place aux rêves et faire en sorte que l'avenir, pour la jeunesse haïtienne, ne rime pas avec «*partir*». Là est le défi, dit le poète. Et selon lui, la culture, fondamentale pour un peuple, a un rôle à jouer. «*Tous les projets à base culturelle, c'est là où il y a un déploiement de la citoyenneté. Mais actuellement, on est dans un déni de cette citoyenneté parce qu'on a affaire à des gens qui ont faim. Et si on rend la population prisonnière de la faim, on ne peut pas avoir le sursaut qu'il faut pour créer une armée de citoyens qui ont une conscience sociale, capables de cette remontée en humanité et de réagir collectivement*», pense-t-il.

Il est persuadé que son Ayiti chéri en est capable. Elle qui produit des gens capables de décrocher le prix littéraire Femina, de siéger à l'Académie française, de diriger de grandes organisations internationales et de rayonner partout dans le monde. «*Comment Haïti peut produire de tels individus et se permettre de telles échappées géniales? Et comment se fait-il que, collectivement, on échoue?*» s'interroge Rodney Saint-Éloi. Les lycées sont remplis de jeunes gens intelligents et qui ont un immense appétit du monde. «*Il n'y a pas de comptabilité pour ça et, pourtant, c'est une énorme richesse nationale*», lance-t-il. Partout, il y a des gens qui retroussent leurs manches, des mères seules qui n'ont pas abandonné le rêve que leur enfant

FRANK

SUITE DE LA PAGE 1

idylle avec Peter, jeune garçon de 16 ans qui vit aussi dans l'Annexe. Otto est aussi troublé de constater «*les relations extrêmement tendues qu'Anne a avec sa mère*», poursuit Schmitt.

Alors qu'il s'est battu de toute son âme pour que le journal de sa fille soit publié et pour réaliser ainsi le rêve d'Anne de devenir écrivain, Otto Frank a d'abord censuré certains passages du journal, dont ceux où Anne commentait le mariage de ses parents. Ces passages ont été restitués par la suite.

Un wagon vers la mort

La pièce se déroule donc en deux temps, comme un énorme flash-back. À Paris, Eric-Emmanuel Schmitt a acheté un théâtre, le théâtre Rive Gauche, pour la mettre en scène. Au TNM, la pièce se déploiera sur deux étages, liés par un escalier. Cet escalier symbolise à la fois le passage vers l'âge adulte d'Anne, qu'on voit vieillir sous nos yeux, et celui vers la mort, explique la metteuse en scène Lorraine Pintal, friande de symboles.

L'étage supérieur représente l'Annexe où trois familles juives réunissent huit personnes ont vécu les unes sur les autres durant la guerre. Celui d'en dessous est le bureau d'Otto Frank dans l'usine de confitures Opekta où il travaillait avant de devoir s'y cacher. Des films d'archives seront projetés pour rappeler le contexte historique de l'histoire, et le tout rappellera les wagons à bestiaux qui emmenaient les Juifs vers les camps de concentration.

«*Je me suis inspirée de cette phrase d'Élie Wiesel: la vie est un wagon qui nous emmène vers la mort*», dit Lorraine Pintal.

À Amsterdam, les deux paliers étaient également séparés par un escalier, lui-même camouflé par une bibliothèque.

Sur scène, c'est la jeune Mylène St-Sauveur qui personnifiera Anne Frank, tandis que Paul Doucet incarnera Otto Frank et Sophie Prigent, Miep Gies. Le tout sera accompagné de la musique de la violoncelliste Jorane, qui fait également paraître un disque de cette musique chez Spectra. Lorraine Pintal a vu un lien entre le «*corps de bois*» du violoncelle, et le corps enfermé d'Anne dans l'Annexe.

Ce sont les membres de la Fondation Anne Frank, créée par Otto Frank en 1963, qui ont initialement commandé cette pièce à Eric-Emmanuel Schmitt.

Le dramaturge, qui avait déjà lu le journal et l'avait adoré, a été de nouveau subjugué par «*le culte de la joie*» qui en émane, mais aussi par les capacités de pardon d'Otto Frank, qui n'a jamais cherché à retrouver les personnes qui l'ont dénoncé, avec sa famille, ni à s'en venger.

«*Il semblerait que l'on sache qui c'est. Les enfants de celui qui les a dénoncés ont dit que c'était lui après sa mort. C'était une famille hollandaise d'Amsterdam*», poursuit Schmitt.

Exposition itinérante

Pendant que le TNM met en scène le journal d'Anne Frank, le Musée des beaux-arts de Montréal présente une exposition sur le même thème. On y retrouvera l'exposition itinérante de la maison d'Anne Frank, retraçant son histoire, celle de l'Annexe et celle de son journal, mais aussi une exposition de photos sur les camps de concentration du Montréalais Laszlo Mezei.

Après Tel-Aviv et New York, Montréal est la ville qui a accueilli le plus de survivants de l'Holocauste, explique Jean-Luc Murray, directeur du département de l'éducation et de l'action culturelle du Musée des beaux-arts de Montréal.

En collaboration avec le Centre commémoratif de l'Holocauste, le Musée présentera aussi, à l'entrée de l'exposition, trois témoignages filmés de survivants de l'Holocauste.

Le Devoir

soit ingénieur ou médecin. «*Ces gens-là sont toujours debout. Cette dignité-là devrait être consignée quelque part dans le PIB*, dit-il encore. Il y a réellement quelque chose en Haïti de l'ordre de l'insaisissable. Une autre histoire est possible, et il ne faut pas passer à côté de ce cri réel.» N'est-il pas trop tard? «*Non. C'est pour cela qu'on est là.*»

Le Devoir



Rodney Saint-Éloi en 5 dates

1963 Naissance à Cavaillon, en Haïti.
1989 Publication de son premier recueil de poèmes, *Graffiti pour l'aurore*.
2001 Il s'installe pour de bon à Montréal.
2003 Il fonde les éditions Mémoire d'encrier.
2012 Il reçoit le prix Charles-Biddle, du domaine des arts et de la culture.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Par courriel agenda@ledevoir.com